

Membre de l'université Paris Lumières

Anemona Constantin

**Changement de régime et genèse d'une nouvelle histoire
officielle. Combats autour du passé fasciste et communiste en
Roumanie après 1989**

- ANNEXES -

Thèse présentée et soutenue publiquement le 14 novembre 2019
en vue de l'obtention du doctorat de Science politique
de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de M^{me} Marie-Claire Lavabre (Université Paris Nanterre)

Jury :

Rapporteur·e :	Frédérique MATONTI	Professeure des universités, Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Rapporteur·e :	Nadège RAGARU	Chargée de recherche, CNRS ; Chargée de recherche, HDR
Membre du jury :	Antonela CAPELLE- POGACEAN	Chargée de recherche, CNRS
Membre du jury :	Annie COLLOVALD	Professeure des universités, Université Paris Nanterre
Membre du jury :	Marie-Claire LAVABRE	Directrice de recherche, CNRS
Membre du jury :	Jean-Charles SZUREK	Directeur de recherche, CNRS

ANNEXES

Déclaration constitutive du Groupe pour le Dialogue Social

31 Décembre 1989, Bucarest

Le Groupe pour le Dialogue Social se constitue comme un groupe autonome qui agit légalement à partir d'aujourd'hui, 31 décembre 1989 ; il aspire à représenter la conscience lucide de notre société qui a été humiliée et a régénéré.

Le GDS est un groupe indépendant, strictement informel, qui ne se subordonne à aucun groupe – courant politique et qui refuse toute collaboration avec ceux qui ont soutenu l'ancien régime.

Chaque membre du groupe a le droit de défendre pour son propre compte ses propres opinions et orientations politiques sans que cela n'affecte pour autant le statut et l'orientation du groupe.

Le GDS est une instance de réflexion critique sur les problèmes fondamentaux qui se posent à la société civile roumaine et à la manière dont ils s'insèrent dans le contexte européen – civilisation – culture – politique – société civile – écologie. C'est un lieu de débat entre intellectuels de diverses professions qui se propose de prospecter les voies de l'évolution et de l'organisation de cette société, évolution fondée sur les valeurs humaines et les droits de l'homme. Le GDS se propose d'être un laboratoire dans lequel des économistes, des sociologues, des politologues, des historiens, des philosophes, des urbanistes, des écrivains, des théologiens, etc. puissent chercher ensemble les solutions dont la société civile roumaine va avoir besoin dans l'avenir immédiat.

Le GDS organisera des débats ouverts au sein des différentes catégories sociales : étudiants, ouvriers, militaires, intellectuels que l'ancien régime a étouffé sous une Chappe idéologique. Les thèmes de ces débats seront : le pluralisme, le syndicalisme libre, le parlement, les partis politiques, les libertés civiques, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs, la culture et ses valeurs, l'écologie, l'urbanisme etc. Ces rencontres seront organisées à partir du 15 janvier 1990.

Le GDS recueille les témoignages sur la révolution de décembre et sur les moments forts qui l'ont précédé (photographies, témoignages, bandes vidéo, etc.).

Le GDS se propose d'éditer dans un premier temps, une publication hebdomadaire qui soit le reflet de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ces articulations.

Entretien avec Rodica Palade
– rédactrice en chef de la revue 22, membre fondateur du GDS –
Bucarest, le 19 août, 2008, siège du GDS

AC : Je vous prie de vous présenter – avec votre date de naissance, votre parcours professionnel, vos études et si je ne suis pas trop indiscrete, la profession de vos parents.

RP : Mes parents étaient, mon père professeur et ma mère institutrice.

AC : Professeur de ... ?

RP : Professeur d'histoire.

AC : Ca c'est très important...

RP : Je ne sais pas si c'est important, plus important c'est que mon père a été prisonnier en URSS. Donc non parce qu'il a été professeur d'histoire, mais parce qu'il a été prisonnier en URSS et parce que (hésitation), j'ai grandi dans un certain type d'atmosphère... Je suis née en '52, le 23 février, j'ai suivi la faculté de philologie et après, j'ai été professeure de langue (littérature) roumaine à Slobozia. Après, j'ai été bibliothécaire à Bucarest et en '89 - '90, dans les premiers jours de janvier même, le 6 janvier je crois, le 4 janvier, je suis venue à la revue 22.

AC : Quelles lectures ou personnages vous ont influencé pendant votre adolescence, s'il existe de tels modèles que vous avez eus?

RP : Quand on est adolescent on est curieux par rapport à tout ce qui nous entoure. J'ai eu un professeur de géométrie que j'ai beaucoup aimé, et après ça, de mathématique, mais j'ai beaucoup aimé la géométrie, sans aucune liaison avec ce que j'allais faire plus tard, mais il s'agissait d'un instituteur, comme on dit et lui, il m'a fait aimé énormément cette matière et... Du reste, lectures, je lisais de tout, tout ce qui me tombait dans les mains. Ma sœur, de 10 ans mon aînée, qui avait terminé ou terminait la philologie, et avec laquelle on était très proches, me racontait beaucoup de choses, des livres, des films, enfin, de tout, tout cet espace dans lequel un adolescent se développe.

AC : Au moment de la constitution du GDS, vous connaissiez qui ? Pourriez-vous remémorer que s'est-il passé à l'époque, comment vous vous êtes rencontré ? Il m'intéresserait également si l'opposition envers le pouvoir était une idée ou GDS au moment de sa constitution et quand je dis « envers le pouvoir », je pense au FSN, ou s'elle s'est radicalisée dans le temps ?

RP : Je connaissais Stelian Tanase qui est venu chez moi au début du mois de décembre je crois. Il disait qu'il est suivi par la Securitate. Il est resté chez moi jusqu'au 21 décembre. Soit-disant « caché », mais je suppose que c'était...Maintenant lorsque je regarde en arrière, j'ai envie de rire, mais à l'époque, c'était quelque chose de très sérieux et c'est lui qui m'a passé un coup de fil au début de janvier : « on fait une revue, tu veux venir ? », et j'ai dit oui, parce que je voulais de toute façon partir de cette bibliothèque où je me trouvais,...

AC : Dans quelle bibliothèque vous vous trouviez ?

RP : La « Bibliothèque de l'Institut Polytechnique » s'appelait à l'époque, aujourd'hui je ne sais plus comment ça s'appelle, où il ne se passait presque rien...Je prêtais des livres d'électrotechnique, d'électronique, enfin bon, j'avais un boulot quoi... Et c'est lui qui m'a dit « tu veux venir, on fait une revue ? » et oui, je suis venue. Je ne connaissais que par mes lectures Gabriel Liiceanu, Andrei Plesu ; Doina Cornea je la connaissais par Free Europe, Gabriel Andreescu par Free Europe. Il y a avait aussi Gabriela Adamesteanu avec laquelle j'étais amie d'avant, mais elle n'était pas encore dans le GDS, mais était disons, dans le même groupe, il y avait beaucoup de monde que je connaissais uniquement par les livres.

AC : Et Stelian Tanase, comment l'avez-vous connu ?

RP : Avec Stelian Tanase on s'est connu en allant un jour chez Gabriela Adamesteanu et pendant qu'on discutait, bien sûr que c'était...tout flottait dans l'air à l'époque, les régimes communistes tombaient et c'est de ça même qu'on parlait je crois, lorsque quelqu'un a sonné à la porte et Stelian est rentré comme ça, dans son style caractéristique : « Je suis suivi par la Securitate, je ne sais pas quoi faire ». Et moi je lui ai dit « Moi, je suis une personne moins connue, viens chez moi ». Donc c'est comme ça que j'ai rencontré Stelian.

AC : Je vois....

RP : Aaaa, et le truc avec le FSN... A l'époque le groupe et la revue étaient mélangés et les deux entités...aucun numéro de 22 n'était encore sorti, mais on discutait, tout se passait là, en bas, où maintenant est la librairie Humanitas. On était tous là, on discutait, il faisait terriblement froid dans l'immeuble, le chauffage ne marchait pas, on avait trouvé une sorte de cuisinière et on était tous habillés et groupés autour de la cuisinière et tout se passait là-bas. Ultérieurement la revue est montée à l'étage et le groupe est resté en bas et d'une certaine façon on s'est séparé...parce qu'il y avait énormément de monde qui venait, on ne pouvait rien faire, que discuter et donner la réplique, les téléphones sonnaient,

la folie du début d'alors. En ce qui concerne le GDS il y a une déclaration de constitution dans laquelle on fixait quelques objectifs...Tu la connais...

AC : Oui, publiée dans le premier numéro...

RP : Elle a été faite...Donc, le GDS s'est enregistré légalement le 30 ou le 31 décembre '89. Il a été la première organisation non-gouvernementale. Bien entendu que sans Mihnea Berindei qui est arrivé de France, ça ne se serait pas réalisé parce qu'à l'époque se légaliser dans une organisation de la société civile ne passait par la tête à personne.

AC : C'est très intéressant, parce qu'il m'aurait intéressé s'ils ont existé par la suite des réappropriations de l'idée ...

RP : Oui. J'ai entendu que fonctionnaient des groupes d'intellectuels pour le dire ainsi, qui ultérieurement ont tous fait partie du GDS, qui se réunissaient avant la chute et qui discutaient... Le « GDS » a été même véhiculé dans un de ces groupes il me semble, mais je ne suis pas sûre, Stelian Tanase avec Paleologu et d'autres de ce groupe...Je pense que c'est eux qui ont véhiculé, ou Sorin Vieru, je ne me rappelle plus exactement. Mais, il est certain que Mihnea Berindei est arrivé et, aussi efficace qu'il l'est toujours, c'est lui qui a dit « constituez-vous dans une organisation ». La Déclaration de principes, les principes soutenus par le GDS étaient d'abord la reconstruction de la société civile, du tissu détruit de...donc, avec des objectifs qui ultérieurement, j'y ai pensé sérieusement, sans que je le sache alors, étaient les principes d'adhésion à l'Union Européenne, bien entendu, plus maladroitement formulés, mais au fond ils signifiaient la même chose, démocratie, pluralisme, tous les autres. Les critères comme la liberté de la presse, la liberté d'expression, la séparation des pouvoirs dans l'Etat, tous les trucs qui constituent les principes d'adhésion à l'UE, plus maladroitement formulés sûrement, mais qui au fond, signifiaient la même chose, démocratie, pluralisme, tous les autres. Et au moment de la constitution, il n'était pas très clair ce qui se passait avec le pouvoir qui avait pris le pouvoir, mais il c'est ... on a très vite compris au moment où le FSN s'est décidé de participer aux élections, comme tel. Alors s'est dévoilé clairement qu'ils étaient et pouvoir et parti, et parti et Etat, en même temps.

AC : Donc, ça c'est le moment qui a déclenché...

RP : Ca c'est le moment qui a déclenché la critique de notre part...et l'observation...D'une autre part, toujours dans la déclaration de constitution du GDS, c'est écrit qu'on dénoncera tous les dérapages du pouvoir indifféremment quel est ce pouvoir, et immédiatement des dérapages se sont produits, et à partir de ce moment la dénonciation de ces dérapages s'est faite de manière constante.

AC : La Manifestation de la Place de l'Université – pourriez-vous remémorer maintenant un peu comment... Le GDS a été organisateur ? Qui y était présent ?

RP : Non, non. Le GDS n'a pas été organisateur. Organisateur ont été d'autres organisations de la société civile, cette chose peut être vérifiée. Ont existé des discussions au sein du GDS à l'époque, mais avant, je dirais qu'il a existé un grand intérêt, de la part de qui, je ne sais pas, et je ne commence pas maintenant à faire des scénarios, pour qu'on ne fasse pas de la politique. « Nous on ne fait pas politique », était un des slogans très à la mode, il persiste toujours aujourd'hui... « La politique est quelque chose de sale, on ne s'y mélange pas »... Or de ça ont profité des gens qui ont mis la main sur le pouvoir, parce que les choses se passaient à l'intérieur de la politique. Je me souviens qu'Adam Michnik est très vite arrivé, fin janvier début février et qu'il a dit... Il y avait beaucoup de choses, beaucoup de dérapages que nous dénoncions, on était tour à tour quand dépressives, quand optimistes, et lui nous a dit « prenez, rentrez, faites quelques chose à l'intérieur du pouvoir ! ». Evidemment qu'il avait beaucoup d'expérience dans cette affaire et disait « seulement à l'intérieur du pouvoir vous pouvez faire quelques chose. N'hésitez pas, rentrez dedans ». Nous, horripilés « mais comment, comment ... ? », et il a dit « si, si, et si tu es monté à cheval », je me souviens très bien de cette expression plastique « tiens-toi bien ». « Si tu es monté tiens-toi bien et vous, vous êtes monté pour changer quelque chose pour ce pays. Or pas de l'extérieur, mais en rentrant dedans. Faites de la politique ! ». Il n'a pas été écouté et nous on est resté sur les côtés (sur les bords)...

AC : Mais, il y a eu ces listes d'indépendants...

RP : Il y a eu ces listes d'indépendants qui ont existé à l'impulsion de Mihnea Berindei qui avait la même idée - que les gens rentrent à l'intérieur du pouvoir et de là... Surtout que maintenant on était en démocratie, on n'était plus en dictature... Mais, ont existé... Le GDS n'a jamais été un groupe homogène, c'est ce qui a fait peut-être son charme et lui a donné vie longue... Non, il n'a jamais été un groupe homogène, toutes les opinions se sont exprimées librement. Et à cette époque il y avait des gens qui étaient d'avis qu'on soit plus actif politiquement, et d'autres (qui étaient d'avis) de rester réflexifs.

AC : Pourriez-vous donner quelques noms ?

RP : Oui, Stelian Tanase représentait l'aile qui voulait que nous nous impliquions fortement. Paradoxalement, Petru Cretia, qui était philosophe, un super savant, était d'avis qu'on doit s'impliquer. Il y avait également des avis réflexifs, c'est-à-dire, des gens réflexifs, qui disaient « Nous allons rester sur les côtés, nous allons observer et amender de là-bas ». C'est pour cela que la Place de l'Université

qui était une manifestation si puissante de la rue... Là-bas, quoique il y ait eu des gens du GDS qui ont parlé chaque soir au balcon, il n'y pas eu une implication effective... Ce n'est pas le GDS qui a organisé...

AC : Il s'agit plutôt d'un passage...

RP : Il n'a pas organisé, mais des gens du GDS étaient là-bas. Le GDS a été très attentif à tout ce qu'il s'y passait. Je me souviens qu'à l'époque, deux fois par semaine, il y avait des rencontres au GDS où étaient invitées toutes les personnes accusées de dérapages. Parmi elles : Razvan Theodorescu, le directeur de la Télévision roumaine et qui était la seule chaîne à l'époque, télévision qui manipulait follement, follement manipulait... Il est venu ici et on a eu des discussions très fortes..., on lui a tout dit en face ; Mihai Chitac, le ministre de l'Intérieur, y est venu aussi, enfin, tous les représentants du pouvoir...

AC : Un dialogue a réellement eu lieu ? Parce que je sais que dans les journaux de l'époque on accusait beaucoup le manque de dialogue avec les représentants du pouvoir...

RP : Il faut que la revue soit prise et vu que ces rencontres y sont consignées. Ce n'est pas vrai, le groupe était véritablement un médiateur des discussions, il était un médiateur. La collection de la revue est témoin et je ne vais pas maintenant... Je n'ai donné que deux personnages qui étaient extrêmement importants à l'intérieur du pouvoir à cette époque : le directeur de la télévision publique et la seule chaîne à l'époque, attention, la seule chaîne, qui pénétrait partout dans le pays et manipulait odieusement, et le ministre de l'intérieur, Mihai Chitac à l'époque, qui sont venus au GDS. Tout leur a été dit en face. Non, je ne vais pas me justifier maintenant, la revue 22 est témoin pour toute cette histoire. Donc, avec la Place de l'Université c'était comme ça, après...

AC : Vous direz que ça a été un mouvement d'intellectuels, parce que après c'est ce qu'on a dit... ou des personnes provenant de toutes les catégories socioprofessionnelles y ont participé?

RP : Il y a eu des gens de toutes les catégories socioprofessionnelles, mais il s'agissait d'une élite. Parce que toutes les catégories sociales ont des élites. Il y avait une élite, il y avait probablement tout ce que la société roumaine d'alors avait de meilleur, tout ce qui s'était sauvé après le lavage des cerveaux et la folie de manipulation qui se passaient alors ; il y avait une campagne furibonde contre les partis politiques, spécialement contre les partis historiques, les paysans et les libéraux étaient les cibles numéro 1 ; c'était quelque chose d'effrayant ce qui se passait, quelles horreurs on pouvait dire sur eux... C'était très facile à manipuler, parce qu'un pays sorti des grottes de Ceausescu n'avait pas la capacité de discerner et après, la force de la télévision est jusqu'aujourd'hui extraordinaire. « Si on dit à la télé c'est que c'est vrai ». C'était ça, sans discussion, et sur la Place de l'Université il y avait des élites,

il y avait des ouvriers aussi, mais bien sûr, il s'agissait des représentants de ceux qui pensaient et qui ne s'étaient pas encore laissés marcher dessus par un régime comme le régime ceausiste, enfin...Donc, de tout...Certes, il y avait des intellectuels, c'était très agréable, un monde auquel on aimait se mouvoir, c'est élite, c'était une élite.

AC : Au moment respectif vous pensez que était possible, j'ai lu par exemple les éditoriaux de Stelian Tanase parus dans 22, que était possible une seconde « Révolution » ? On disait...Il y avait même un slogan « la dernière solution, encore une révolution » !

RP : Oui, « la dernière solution, encore une révolution » était un slogan, je ne pense pas qu'il eut été encore possible...

AC : Mais, à l'époque vous y croyez... ?

RP : Une Révolution ?

AC : ...ou une révolte contre le FSN ?

RP : Oui, les gens qui se trouvaient sur la Place de l'Université croyaient fortement dans tout ce que s'y passait et si je me rapporte à l'ensemble du pays, on croyait avoir une force extraordinaire. Je pense que c'était aussi un piège et il ne serait manqué d'intérêt de dire que, ce printemps, j'ai été appelée au Parquet pour donner une déclaration sur les événements du 13-15 juin, par le général Voinea en personne. J'ai été très étonnée parce que je n'y ai joué aucun rôle, je n'ai pas été victime, peut-être seulement dans la mesure où tous les bucarestois ont été des victimes et j'ai suivi la chose avec beaucoup d'attention. Je lui ai dit que je n'ai rien à ajouter, mais il a insisté, en disant que c'est très important, que je ne sais pas quoi...qu'il faut que je donne une déclaration. A mon avis, il a essayé de faire une sorte de séduction avec moi, parce que j'avais écrit un éditorial dans lequel je l'accusais qu'il a tergiversé les dossiers de la « Révolution » et de la « minériade », et il a tenté de faire une opération de séduction avec moi en me donnant l'impression que je suis extrêmement importante, pour me calmer. J'ai toute de suite compris l'histoire, j'ai compris également comment il travaillait, parce que dans son bureau il y avait un bazar indescriptible, les téléphones sonnaient, des gens rentraient, on se demandait comment quelqu'un peut travailler dans cette atmosphère, je peux dire, démentielle. Ce qui est certain c'est que je suis allée et j'ai donné malgré tout cette déclaration, et j'y est connu un procureur jeune, très jeune, qui était, je ne sais pas, je crois qu'à peine né à la « Révolution », quelque chose comme ça, ou peut-être un peu plus grand et lui, il m'a dit qu'il existe dans les dossiers de la minériade la sténogramme d'une réunion du FSN, que diable il y avait à l'époque dans la Place de la Victoire, où un stratège du FSN, stratège qu'on trouve jusqu'aujourd'hui et qui s'appelle Dorel Sandor, a donné l'idée que l'opposition de Bucarest,

extrêmement vocale, soit rassemblée dans un périmètre circonscrit, de cette manière elle pouvant être parfaitement contrôlée. « Parce que, disait-il, si ceux-ci partent à travers le pays et diffusent de telles idées, nous on perd les élections de 20 mai ». J'ai reconnu dans ce périmètre, la Place de l'Université. C'est ce qui m'a dit ce procureur, qui a vu la sténogramme dans le dossier.

AC : Quelle position vous aviez à l'époque par rapport à l'entrée en politique des intellectuels ? Avez-vous pris part aux discussions qui ont eu lieu autour de la constitution du Parti de l'Alliance Civique ? Et j'aimerais vous demander également : le GDS soutenait-il les partis historiques ou... ?

RP : Non, le GDS soutenait tous les mouvements qui représentaient le fonctionnement de la démocratie. Le GDS a soutenu la formation des syndicats. C'est ici que s'est formé le syndicat de Miron Mitrea. Stelian Tanase lui a donné une photocopieuse pour qu'il puisse commencer. C'est ici qu'on pris naissance tout sorte d'organisations, c'est ici que venaient, c'est ici qu'elles discutaient, les syndicats obtenaient de la consultance ici, il y avait tout un tas de choses qui s'y passaient. C'est ici que s'est formé l'Alliance Civique en novembre, après la minériade. Le 1 décembre il y a eu une déclaration qui est parue dans la *Roumanie libre* sur la première page et après, c'est sûr que je suivais tout ce qui s'y passait. L'histoire avec l'implication des intellectuels en politique m'était assez... Je ne comprenais pas très bien à l'époque, aussi parce que j'avais une inculture politique colossale. Je me suis instruite chez 22, en lisant les textes qui sont parus dans 22 et qui expliquaient l'architecture et l'armature d'une société, ce que c'est qu'un gouvernement, ce que c'est qu'un parlement, ce que c'est que les partis politique, la séparation des pouvoir dans l'Etat, donc, je me suis instruite avec ça. Bien entendu, je connaissais des gens qui ont constitué le Parti de l'Alliance Civique (PAC). Bien entendu qu'il y a eu des discussions à l'intérieur de l'Alliance Civique. Une partie disait « on reste un mouvement civique », d'autres disaient, « on se transforme dans un parti politique, pour être plus actifs ». Le noyau qui a soutenu ceci a constitué le Parti de l'Alliance Civique, l'Alliance Civique restant une sorte de matrice, avec un avant-poste politique. Oui, j'ai assisté à des discussions, je suis allée aux congrès du PAC, je pense que le PAC a été un projet admirable, je pense qu'il aurait été le parti capable de produire des transformations considérables et rapides en Roumanie, il avait une adhérence extraordinaire. A l'époque du putsch de Moscou à travers les déclarations et la pertinence des déclarations qu'il avait faites, il s'est comporté en parti de gouvernement tandis que le parti du gouvernement, qui était le parti d'Iliescu, s'est caché, pour voir quelle tournure prennent les choses à Moscou. A travers les déclarations qu'il a faites, le PAC s'est comporté comme un parti de gouvernement. Il y avait un grand espoir, je pense qu'il aurait très bien évolué, malheureusement, un projet échoué. Aujourd'hui je le regrette encore.

AC : En ce qui concerne le positionnement du GDS et de la revue 22 par rapport à tous les gouvernements, estimez-vous qu'elle a gardé une position équidistante, ou qu'elle a eu, à un moment donné certaines affinités... ? Par exemple, pendant le gouvernement Constantinescu, Mihnea Berindei allait lui reprocher un trop grand rapprochement...

RP : C'est exacte, on a soutenu fortement l'opposition...C'est comme ça que ça se passait, on soutenait l'opposition, c'est-à-dire, la Convention démocrate (CDR – qui a gagné également les élections de 1996) qui s'est formée, les discussions qu'on a eues même ici. Le PAC, on l'a soutenu également et bien entendu qu'au moment de l'année 1996, après l'échec de 1992, lorsque la Convention n'a pas gagné les élections, ni le candidat de la Convention n'a gagné, quoique on l'ait soutenu à l'époque également, on a soutenu de nouveau et on a soutenu ouvertement. Il n'y avait aucune ambiguïté par rapport au fait qu'on soutient la Convention démocrate et son candidat. Après, on a soutenu le gouvernement, on l'a soutenu, c'est très vrai, parce que (hésitation), les principes, les principes qui étaient à la base de ce projet politique étaient aussi nos principes. Comme je l'ai dit plus tôt, le groupe n'a jamais été homogène, donc, assez vite, des voix ont surgi qui ont critiqué à leurs tour, les dérapages de ce pouvoir,... parce qu'il y en avait. C'est vrai que la revue est restée plus proche, plus près de ce gouvernement et qu'elle l'a soutenu...Le Président Constantinescu, malgré ce qu'il affirme aujourd'hui, on l'a soutenu jusqu'à ce qu'il n'existe plus, jusqu'à cette déclaration abasourdie comme quoi il se retire...Donc, la revue continuait à le soutenir et il n'était plus... Donc, c'est comme ça que ça s'est passé – on soutenait quelque chose qui n'existait plus. Et oui, on a été très proches de ce gouvernement, on a été même indulgent avec lui à un moment donné. En même temps, dans la revue il y a eu des voix critiques à l'adresse de ce gouvernement. Il est suffisant de rappeler Andrei Cornea qui a toujours regardé très clairement la vérité en face, il n'a jamais rien masqué, il a été un des ceux qui ont gardé leur lucidité vis-à-vis de ce gouvernement, mais il est vrai qu'on a soutenu le gouvernement CDR et son candidat Emil Constantinescu. Au temps du gouvernement, du mandat Constantinescu, on collectait des signatures pour la Yougoslavie, pour que l'OTAN transite le ciel, après, au temps de la minériade effrayante on ramassait des signatures. On collectait des signatures pour ce gouvernement, pour l'Etat de droit. En fait, comment dire...nos principes coïncidaient avec les principes...Nous avons été pourtant impuissants, mal préparés, ça c'est une autre discussion. Mais les principes déclarés étaient au fond nos principes. Ultérieurement, on est passé de nouveau dans l'opposition, lorsque Iliescu a gagné les élections et avec ...Maintenant le problème qui se pose est celui du présent, et peut-être c'est ça que tu voulais me demander, avec Basescu. Oui, on a soutenu des principes, je veux dire...

AC : Je voulais vous demander par exemple, je sais que le GDS et la revue 22 ont participé activement, ont été le déclencheur de l'appel qui a été à la base du Rapport...

RP : Tismaneanu... ?

AC : Oui. Pourquoi cet appel n'a pas été lancé par exemple, à l'époque du gouvernement Constantinescu ?

RP : Eh oui. Ca c'est la question que je me suis posée moi aussi, lorsqu'en réalisant l'entretien avec Basescu, on a eu un échange de répliques dont je ne voudrais plus jamais me rappeler... Je suis partie très navrée, en pensant « pourquoi pas Constantinescu n'a fait cela ? Pourquoi on ne lui a pas demandé nous cela à Constantinescu ? ». Et je me suis dit après, que probablement on s'est orienté vers Basescu parce qu'on l'a identifié avec quelqu'un de fort qui pouvait faire quelque chose comme ça, tandis qu'envers Constantinescu on s'est situé comme envers quelqu'un de faible, qui n'aurait pas pu le faire. Il aurait pu faire ça de lui-même, mais il ne l'a pas fait. Pourquoi ? Je ne sais pas. C'est lui qu'il faudrait interroger. Il dit qu'il l'a fait, mais ce n'est pas vrai. Il a envoyé un fax à Sighet, j'étais là, dans lequel il disait... c'était une lettre, très bien écrite par un de ses conseillers, « je demande pardon aux victimes ». C'était en nom propre. Un fax envoyé par fax, rien d'autre. Donc il ne s'agissait pas d'un acte officiel de l'Etat roumain. Il a dit qu'il l'a fait. Il l'a fait de cette manière. Elle était belle cette lettre, mais c'était quelque chose de personnel. Elle n'était pas un acte de l'Etat roumain. Vis-à-vis de Basescu moi j'ai eu... Je le connaissais depuis le temps où il avait été maire (de Bucarest). Il y a eu tout le temps des entretiens dans 22, bien sûr qu'il avait été aussi critiqué par le GDS et par la revue au temps où il faisait partie du Parti de Roman, le Parti Démocrate, et il avait une rhétorique qui allait contre tous nos principes, il suffit de rappeler la propriété. Eux ils soutenaient les locataires, nous les rétrocessions, donc il représentait un adversaire. Après, lorsqu'il est devenu maire de Bucarest et qu'il a sauvé... que Bucarest a été sauvé au dernier moment du PSD, car à Bucarest il a toujours existé une forte opposition contre la force dirigée par Iliescu et lorsque je dis cela je résume parce que..., enfin bon, on peut en discuter longtemps, Basescu a été identifié à un frère plus grand qui casse la gueule à tout le quartier. (Rires). C'est moi qui ai dit cela. Moi j'ai souhaité des élections de 2004 qu'Adrian Nastase (PSD) ne soit pas élu. C'est tout. Pas parce que je projetais quelque chose en Basescu ...

AC : Vous avez voté contre et non pour...

RP : Exactement. Mais je pense que depuis 20 ans je vote négativement. C'est comme ça. Mon vote est négatif. Aucun candidat ne m'a plu, je le confesse. Inclusivement celui qu'on a soutenu, Emil Constantinescu. Il ne me plaisait pas, mais c'était ainsi. Et je votais contre le FSN, le PDSR et que diable

était à l'époque Iliescu...Donc, j'ai toujours voté négativement...Et, de Basescu je n'ai souhaité qu'une seule chose : que Nastase ne soit pas élu. Pourquoi s'est coagulé toute cette... ? Je pense que ça tient à l'intuition que les gens de la société civile ont eu que celui-ci est fort et qu'il peut faire quelque chose de ce type... Je crois que ca c'était ... quelque chose, une combinaison.

AC : Il y a eu également des ONG qui ont signé cet appel envers le président pour...

RP : Oui, il y a en eu beaucoup... Elles sont dans 22...Très nombreuses...

AC : Je les retrouve...

RP : Oui.

AC : J'aimerais également savoir quelle est la relation entre la revue 22 et le GDS, si la revue est une tribune du GDS ou s'elle a une position indépendante ; et comment c'est pour vous, en tant que rédacteur en chef, d'accorder les points de vue des intellectuels ? Ou il ne s'agit-il pas d'un accord ? Au moment où vous sortez un numéro de revue, il y a une thématique qui le traverse ? Je voudrais savoir si par exemple, un éditorial représente une position commune ou il appartient...

RP : Au GDS ?

AC : Au GDS ou à ceux qu'y écrivent, ou elle représente seulement la position personnelle de celui qui signe ?

RP : On est un groupe qui n'a jamais été un monolithe. En ce qui concerne la relation de la revue avec le groupe...

AC : A-t-elle évolué dans le temps ?

RP : Oui, je pense qu'elle a évolué dans le temps. Initialement, la revue était une tribune du groupe, je parle des années '90, en tout cas, tant que Stelian Tanase a été rédacteur en chef. Il était invité une fois par semaine au GDS et on lui cassait les oreilles pour tout ce qui apparaissait dans la revue 22. Donc, il y a eu une lutte pour l'indépendance. Le groupe était extrêmement attaché (à la revue). Les membres du groupe étaient aussi plus actifs à l'époque. Ensuite, ceux (les membres) du GDS ont trouvé d'autres occupations, et... non qu'ils n'étaient plus attentifs à la revue, mais ils ne l'étaient plus comme avant...

AC : Et ce, à partir de quel moment ?

RP : A partir relativement... avec l'arrivée de Gabriela Adamesteanu la revue est restée...Au fond, je ne peux pas dire que la revue s'est « indépendisée » totalement parce que finalement les gens qui ont dirigé la revue sont eux aussi membres du GDS, et on a toujours eu un ensemble de valeurs communes. Même si on a été différents, même si on a rencontré certains problèmes et que des opinions

différentes ont toujours existé, on a eu un ensemble de valeurs communes, un ensemble de principes qu'on a tous partagé. Ont existé certaines nuances et approches différentes. Mais la revue a également accueilli des collaborateurs extérieurs au groupe, très nombreux, extrêmement nombreux. Des gens de l'étranger, je ne sais pas... elle a été ouverte. Ce n'est pas vrai qu'elle a représenté quelque chose de fermé hermétiquement où uniquement quelques uns font des choses... Il y a des gens qui nous envoient leurs textes, s'ils sont bons, s'ils sont bien écrits et qu'ils représentent les valeurs dont on a parlé, l'ensemble de principes qu'on défend, pourquoi pas ? Ca ne fait rien, 22 n'est pas une revue fermée, le GDS n'est pas un groupe fermé.

AC : Je comprends. Comment est financée la revue ?

RP : Je pense que la revue 22 représente à l'heure actuelle une formule unique dans ce pays. Elle vit de ses propres ressources, ce qui signifie - ventes et abonnements. Il y a d'autres projets qu'on a engagé - il s'agit de ces suppléments qu'on organise avec toute une série d'organisations et d'entités, et ces suppléments ne sont jamais une pure publicité mais ils représentent des dossiers qui intéressent la revue...Après avoir couvert leurs dépenses, plus encore quelque chose, on couvre les autres trous disons, pour la revue. Il y a là beaucoup de volontariat, le GDS n'a pas d'argent, il a extrêmement peu d'argent, pourtant, il contribue avec une partie... Il nous a acheté quelques ordinateurs l'année dernière, ou des programmes pour ces ordinateurs, il participe aux dépenses, mais dans la mesure où il le peut...On est donc une publication de la société civile, on ne reçoit aucun financement, on ne reçoit non plus de sponsorship de nulle part.

AC : Il vous est déjà arrivé de recevoir des propositions de sponsorship que vous avez refusé pour rester autonomes ou... ?

RP : Je peux dire qu'on a refusé une publicité politique en 2000 qu'on a jugé... non, plusieurs, on a refusé plusieurs...Il s'agissait d'une personne avec la campagne électorale, passé etc. de laquelle on n'était pas d'accord. On a refusé cet argent. On a refusé la publicité électorale au moment où à l'intérieur de la même page, on rencontre des attaques à personne, des choses avec lesquelles on n'est pas d'accord. Donc... Certes on a besoin d'argent, mais pas à tout prix.

AC : Ont existé des moments de crises dans le cadre du GDS qui auraient pu conduire à la désagrégation du groupe ?

RP : Ont existé des moments de crise, mais jamais je pense, le problème de la séparation ne s'est posé. Justement, moi je pense que la force de ce groupe est le pluralisme. Il y a eu toujours des gens qui ont exprimé ouvertement leur point de vue. Oui, il y a eu des moments de crise, ont existé des gens qui

sont partis du GDS, il est suffisant de rappeler Gabriel Andreescu, un militant extraordinaire des droits de l'homme, un homme très important pour la revue tout au long des années '90. Il y a eu à un moment donné une crise entre lui et Andrei Plesu et Gabriel Liiceanu, et Gabriel Andreescu est parti du GDS. Il y a eu une autre crise lorsque dans le livre...lorsque Stelian Tanase a vu son dossier de Securitate et a reconnu Dan Oprescu, membre lui-aussi du GDS et qui par la suite, s'est retiré. Une autre crise a été l'histoire avec Antohi lorsqu'on a découvert...Oui, il y eu des crises, comme tout organisme vivant, mais, le problème de la séparation ne s'est jamais posé. Y a eu une crise majeure lorsque, il y a un an, on était sur le point d'être mis à la rue.

AC : Je ne connais pas cette histoire...

RP : Oui, il y avait une loi que le Parlement votait, par laquelle l'UTC (Union de la jeunesse communiste) devait reprendre cet immeuble, quoique cet immeuble n'ait jamais appartenu à l'UTC. Nous on faisait partie d'une liste de dernières fortunes de l'UTC sur lesquelles il fallait mettre le grappin. Il y a eu, il y a eu des crises, non...

AC : J'avais encore une dernière question en ce qui concerne la comparaison entre Holocauste et Goulag, communisme et nazisme, surtout parce qu'on a eu une très longue discussion... Considérez-vous cette comparaison légitime, les deux devant être dénoncées avec la même force, ou vous diriez qu'un (régime/tragédie) a joué un rôle plus important dans l'histoire de la Roumanie ?

RP : Eh oui, il y a eu une discussion, présente dans 22, parfois sur des tons élevés.

AC : Vous avez écrit avec Gabriela Adamesteanu sur ce thème...

RP : Il y a eu...mais il y a eu d'autres débats lancés dans 22 pour la première fois, toute nature confondue : sociales, politiques. Ce fut un lieu où on a ouvert des discussions. Cela était un sujet délicat,...Antonescu, le régime Antonescu. C'était un sujet que 22 a abordé à un moment où il était très cher aux Roumains. Parce qu'il était un instrument de la propagande, Antonescu était présenté comme un héros. 22 a ouvert cette discussion - la vérité sur certains moments de l'histoire de la Roumanie, moments qui ont été cosmétisés par le régime communiste. La discussion a été lancée avec tous les arguments, étant consultés des historiens, enfin bon...Pour revenir à l'histoire avec l'Holocauste et le Goulag. Bien entendu, il y avait des personnes, il y avait Alexandra Lavastine et tout ce que a signifié en France..., qui disait que la comparaison n'est pas bonne parce qu'alors (si on les compare) la discussion sur l'Holocauste tomberait en banalité et que les deux crimes... avec des arguments pourquoi on ne peut pas les comparer. Il y avait des gens qui disaient « si, elles peuvent être comparées », elles représentent deux horreurs du XXème siècle, deux immenses horreurs du XXème siècle et pas seulement

dans les termes d'une arithmétique stupide, combien de morts et que s'est-il passé, mais purement et simplement en ce qui concerne les mécanismes qui ont déclenché et... Les arguments des ceux rationnels étaient qu'on doit dénoncer les mécanismes, certains communs aux deux, pour qu'elles ne se répètent pas. Ils doivent être dits, ils doivent être dénoncés, montrés, dans la mesure où par rapport à l'Holocauste on savait désormais énormément de choses, le temps qui s'est écoulé, les archives qui s'étaient ouvertes entre temps, les musées, les mémoriaux qui étaient dans le monde, faisaient que la tragédie des Juifs était connue, tandis que par rapport au Goulag on savait très peu de choses, les archives étant verrouillées à ce moment-là, les témoins avec leurs déclarations... Certes, il y avait un effort de récupération de ce type de mémoire. Il y avait un... Mais jamais, ici chez 22 ou au GDS, à personne n'est passé par la tête dire qu'une tragédie est plus grande qu'une autre, ou de les comparer dans le sens d'une minimalisation de une... ou d'une concurrence qui...

AC : J'entends (comprends) ; donc c'était seulement dans la perspective de la méconnaissance...

RP : C'était ainsi, aussi parce que le régime communiste et tout ce qu'il avait fait, restaient encore des immenses inconnues. Je savais...

AC : Vous avez eu le sentiment par exemple, qu'en Occident, parce qu'il y a eu, pas dans 22, mais par exemple dans la *Roumanie littéraire*, Nicolae Manolescu a écrit certaines choses, par exemple qu'il existe un lobby juif, etc., et que l'élite intellectuelle occidentale s'oppose au dévoilement des crimes du communisme. Avez-vous ou 22 partagé cette position ?

RP : Non, on n'a pas partagé. Je sais par exemple qu'il y a eu en France Lily Marcou, qui s'est assise sur les genoux de Staline il me semble... J'avais lu à un moment donné qu'elle était totalement contre le dévoilement des crimes du communisme. Donc, des gens qui ont été des grands profiteurs. Ils n'avaient aucun intérêt que ce régime sinistre soit dénoncé. En France de même, mais entre-temps tant de livres ont été publiés... Il est suffisant de rappeler « Hôtel de luxe » qui racontait comment Moscou subventionnait tout mouvement de gauche en France. Il s'agissait donc de grands profiteurs de ce type de propagande et c'est certain qu'ils n'avaient aucun intérêt à dévoiler ce passé. Peut-être qu'ils n'ont même pas su... Mais en tout cas, qu'on apprenne aujourd'hui qu'ils ont été menés en bateau de cette manière et utilisés ou manipulés par une propagande criminelle, non... Il est vrai que l'Occident ne savait pas trop, mais Soljenitîn est allé là-bas, il a commencé à dire certaines choses, c'est lui qui a produit la grande fracture. Bien sûr que c'est difficile, il est très difficile de comprendre qu'est-ce qui se passe dans un régime totalitaire. C'est très difficile à avaler tout ceci, surtout par quelqu'un qui a soutenu les idéaux

communistes, n'est-ce pas ? Quand je dis « les idéaux communistes » je sens que ma bouche se contorsionne...

AC : Vous direz que l'anticommunisme est encore une position actuelle (d'actualité) en Roumanie aujourd'hui ? Je sais qu'il a représenté un fil rouge de l'activité du GDS et de la revue 22. A présent, après la publication de ce Rapport, il l'est toujours ? Puisqu'il représente une position que vous avez toujours soutenu au moment des élections.

RP : Dans sa dimension politique, non ? On a dit jusqu'en 2000, même des gens qui étaient dans le camp d'Iliescu&Co. que c'est un discours terminé (fini) sans aucun type d'enjeu. C'est intéressant, parce que même pas en 2004 il n'a pas été un thème de campagne électorale. Il est devenu ultérieurement un sujet de discussion politique, au moment où on a soulevé le problème de la condamnation du communisme. Je confesse que personnellement, dans cette condamnation je n'ai attendu (vu) autre chose qu'une tête inclinée devant les victimes. Je n'ai pas pensé, je ne me suis jamais imaginé que ça ira aussi loin. J'estime que c'est extraordinaire, qu'il a représenté un thème dans lequel la revue s'est fortement impliquée. Que le Rapport soit apparu c'est bien, mais politiquement je ne crois pas que l'anticommunisme devrait être encore un thème de campagne électorale ; mais pour la recherche, je pense que c'est un thème qui est à peine à ses débuts. Un des apports majeurs du Rapport c'est qu'il a permis l'ouverture des archives. C'est absolument extraordinaire. On doit connaître ce passé, on doit connaître ce passé. C'est obligatoire. Par pour qu'il soit manipulé politiquement. Je suis totalement contre cette chose. Je ne crois non plus à la lustration. Je ne crois pas à la lustration. Non. Je ne pense pas qu'elle soit toujours possible. Entre temps, ceux qui ont pris le pouvoir dans les années '90 ont fait des fortunes colossales, je ne pense pas que (la lustration) est (encore) possible, mais connaître notre passé c'est obligatoire. Je pense que les historiens, les sociologues, les chercheurs ont un champ à défricher devant eux, il y a des archives qui doivent être étudiées.

AC : Celles-ci ont été toutes les questions...

RP : Très bien, je m'en suis sortie...

.....

Discussion « informelle »

RP : Dans le Parlement, dans le Parlement...il y a des gens qui décident sur eux...Je peux faire face à ce type de provocations ? Et il y a un deuxième type d'attitude, les gens qui interviennent par l'écrit (en écrit), par exemple, Glucksmann et Bernard Henri-Levy écrivent à chaque fois que quelque

chose d'important se passe. Nous on a publié la lettre envers Angela Merkel et Sarkozy lors du summit de l'OTAN. Maintenant, on est intervenu de nouveau au sujet de la Géorgie et de la Russie, donc du conflit de Caucase, ce qui représente une intervention politique venue de cette zone, de la société civile, comme on dit. Après, lorsqu'on s'est impliqué dans...du moins..., ça fait un an, le GDS a rendu publiques plusieurs communiqués, dans lesquels apparaissait l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs dans l'Etat, on a soutenu Monica Macovei (ancien ministre de la justice) qui avait commencé la réforme, ce qui a déclenché la furie démente du PSD et enfin, du camp qui dit « pourquoi ceux-ci se mêlent-t-ils de cette histoire ? ». Donc, le groupe et la revue se sont mêlés disons, mais à partir d'une position qui est celle de la société civile qui dénonce les dérapages de l'arène politique.

AC : Société civile qui critique, sans s'impliquer directement, dans le sens de l'occupation d'une position de décision au sein de l'Etat...

RP : Exactement. Après, tous les débats qui ont eu lieu, à l'occasion des élections. Lors des élections locales, on a invité tous les candidats et le GDS a été un médiateur. Parce que beaucoup d'associations civiques qui soutiennent soit l'écologie, soit l'urbanisme sont venues et ont pris attitude envers tout ce qui se passe dans cette ville et le groupe a été un médiateur pour ce type de rencontre. Après, le groupe fait partie de la coalition « pour un Parlement propre » qui a été extrêmement active et qui a développé d'autres entités : la « Coalition pour une justice propre », pour une université propre, et qui représentent la réforme dans ces domaines. Elle a même été citée par la Commission européenne dans son dernier rapport. Donc, on a fait des fronts plus larges, le GDS contre tous les...

AC : Il a mis en place un type de militantisme...

RP : Oui. Mais voilà qu'il y a des membres qui font de la politique maintenant. Catalin Avramescu et Sever Voinescu sont rentré dans un parti politique. Après, il y a un tas de gens (qu'on retrouve) dans l'administration pour dire ainsi, qui sont membres GDS. Cristian Preda est conseiller présidentiel. Il a été le conseiller présidentiel d'Emil Constantinescu. Qui d'autre ? Andrei Plesu a été ministre deux fois. Sora a été ministre de l'éducation nationale, mais je pense qu'il y en a d'autres...Je ne sais pas...si je les prenais comme ça...

AC : Stelian Tanase a été député...

RP : Stelian Tanase a été député à l'époque du PAC, mais il a rapidement mis point à son activité politique. Alin Teodorescu est membre PSD.

AC : Et il fait partie du GDS ???

RP : Oui, membre fondateur. Ensuite, Magda Carneci, qui est directrice de l'Institut culturel roumain de Paris, donc des membres actifs.

(...)

RP : On ne peut pas comparer les choses (les pays communistes). Tandis que les intellectuels de là-bas s'étaient organisés à partir des années '60-'70, en Roumanie ils ne l'ont pas fait. D'une certaine manière le GDS a récupéré une trajectoire antérieure à la chute du communisme. Il a été un peu anachronique, parce qu'en Roumanie il n'a jamais existé quelque chose de tel et le GDS a fait ce qu'il... Probablement que ce qu'il a fait pendant les premiers mois, pendant les premières années, aurait fallu qu'il le fasse avant. Pourquoi ? Ca c'est une autre discussion. Pourquoi il ne l'a pas fait avant... ? Mais il s'agit de la récupération d'un type de dissidence, parce que... Mais non, on ne peut pas poser le problème de la comparaison avec la Tchécoslovaquie et la Pologne. Et la Tchécoslovaquie, et la Pologne, et l'Hongrie, étaient très loin. Extraordinairement loin. Je ne veux même pas penser à la Pologne, quelle...

AC : Bien, mais probablement que le régime était aussi plus permissif ailleurs...

RP : Non. C'est faux. Le régime a été très très dur partout, très âpre partout... Mais le régime, comment dire ..., devient plus permissif lorsqu'il rencontre une opposition. Oui, ici la Securitate...

AC : Vous avez quelque chose à reprocher ?

RP : Oui, je pense que... On pouvait faire davantage. Je pense que la Securitate a appuyé jusqu'où le tissu social lui a permis et qu'il lui a beaucoup permis. Moi j'ai lu, là, récemment, un livre d'histoire portant sur l'insurrection armée de Varsovie, et, tout ce que la société civile de l'époque a fait est exemplaire. Il y avait à l'époque un tissu social qui n'est jamais tombé. Tout ce qu'ils ont fait après, (pendant le communisme) c'était une prolongation, une continuation... En Roumanie, il n'a jamais existé une société civile. Au fait, comment dire? ... Nous, on a essayé de récupérer quelque chose qui n'a jamais existé. T'as déjà pensé que la Roumanie, dans sa configuration actuelle, n'a existé que pour vingt ans ? De l'Union de 1918 et jusqu'à ce que Carol supprime tous les partis politiques et qu'on rentre dans (une époque) de dictatures, à partir de '38. Vingt ans, c'est tout. C'est tout.

AC : Peut-être qu'elle n'a pas eu le temps non plus de se constituer...

RP : Elle n'a pas eu le temps de se constituer... plus rural... Toute cette histoire avec l'urbanité et le ruralisme constitue une discussion extrêmement profonde et nous mène dans des directions, comment dire, d'héritage de toute sorte... social...

AC : J'ai posé la question si le régime a été plus permissif, parce qu'en permanence ça a été une excuse...

RP : Oui, une excuse, mais non, je ne pense pas que ça soit réel...

AC : ... « En Roumanie ç'a été plus dure, plus répressif qu'ailleurs... ».

RP : Il a été plus répressif qu'ailleurs parce qu'on lui a permis. Moi je pense que si la Securitate avait vu mille Radu Filipescu, elle aurait été moins répressive qu'est-ce qu'elle ne l'a été. C'est de ça qu'il s'agit... Mais comme ça, en voyant que ça marche... La relation entre une force et une entité sur laquelle cette force appuie, dépend aussi de la résistance qu'elle lui oppose. Et je ne pense pas... En dehors de ce qui s'est passé après l'installation du communisme, lorsqu'il y a eu une décapitation en masse de l'élite politique, culturelle, de toutes sortes, après, on a eu affaire à une sorte de résignation... C'est pourquoi on arrive maintenant à ce format de Roumains, une sorte de résignation, non ? Pendant laquelle les gens se disent que ce serait toujours ainsi. Tandis qu'en Pologne on vivait avec l'idée qu'on vit dans un pays occupé, nous on s'était accommodé avec l'idée de quelque chose qui allait durer indéfiniment. C'est très différent. Avoir la conscience que tu vis dans un pays occupé et que cette occupation doit cesser de manière imminente... Chez nous il y avait quelque chose d'indéfini...

AC : Malgré tout, peut-être qu'il y a eu des...explosions (de colère)...

RP : Oui, des explosions il y en a eu. Des explosions, mais pas quelque chose d'organisé, pas quelque chose de coagulé... Doina Cornea était seule, Dan Petrescu était seul, Paul Goma...a tenté une sorte de mouvement, mais il a été abattu très vite et tout le monde inscrit là a émigré...

AC : On l'a souvent appelé le passeport Goma...

RP : Il y avait aussi le passeport Goma...Oui, c'est vrai. Mais à cette occasion on met sur le tapis un droit de l'homme. Le droit de voyager, d'aller où on voit, donc au fond, il s'agit de quelque chose fait au nom des droits de l'homme. Et ça a été pour la première fois qu'un mouvement, peu importe son objectif, s'est constitué en tant que mouvement (entreprise collective) contre le régime.

AC : En '77 ?

RP : Oui.

AC : Je lisais dans Norman Manea qu'en '81 a eu lieu une réunion à l'Union des écrivains roumains et que là-bas, on a dit certaines choses...

RP : Oui, l'UER a fonctionné comme ça, comme une sorte d'organisation de la société civile où l'on disait certaines choses, mais, pour le reste de la société elle n'a pas beaucoup compté. Oui, il y avait

des prises de position, les artistes ont toujours été plus bavards, mais ça n'a pas eu des suites (conséquences) pour la société.

AC : Elle n'a pas eu un impacte, parce qu'elle ne s'est pas organisé...

RP : Exactement.

AC : Vous, vous avez eu l'idée d'une prise de position dissidente, d'une implication avant '89, étant donné que votre père...

RP : Non. J'ai été élevé avec le dicton « tu ne changes pas le monde ». Moi et beaucoup d'autres. Or moi je pense qu'on peut changer le monde ; je pense qu'il y a là une éducation qu'on nous a donnée et qu'on transmet même aujourd'hui, dans les mêmes termes. Moi je ne pense pas que les enfants d'aujourd'hui sont éduqués dans leurs familles, avant tout, pour assumer un passé. Moi j'ai vu en Pologne par exemple, il y a quelques années, une école maternelle où les enfants étaient emmenés par leur institutrice devant le monument du petit héros. Cette statue est célèbre...Et elle leur expliquait de quoi s'agit-elle.

J'ai une copine à Prague à qui j'ai demandé « ta mère, ton père, t'on dit ce qu'il y a en a eu des Sudètes ? Que s'est-il passé ? ». « Oui, elle m'a tout dit, à la maison on savait tout ». Or ma famille me cachait tout ça. Pour me protéger, ils pensaient qu'ils me protègent de cette manière...

Donc, avant tout, je pense que les familles ont...Les enfants ne sont pas préparés (éduqués, instruits) en tant que citoyens par leurs propres familles. Et après, l'école bien sûr, mais enfin... avant tout – la famille. Tout ce que je savais c'était que les Russes ne sont pas ok. Parce que mon père avait été fait prisonnier là-bas et avait enduré...Des histoires incroyablement peu nombreuses...Je pense qu'uniquement deux fois dans sa vie il a raconté quelque chose sur ce qui s'est passé là-bas. Il n'en parlait pas.

AC : Quand est-ce qu'il est revenu ?

RP : Je pense qu'il a été libéré dans les années '48-'49. Donc, il n'est pas rentré avec les divisions Tudor Vladimirescu, il est rentré comme ça, lorsqu'ils l'ont libéré. Je ne savais rien. Moi, je suis née sans rien savoir de tout ça et ni plus tard je n'en ai rien su. C'était comme ça, une sorte de secret de famille, puisqu'ils craignaient que si j'en parle dans la rue ou à l'école ça n'entraîne pas des conséquences...

AC : Ça n'a pas été quelque chose qui vous a animé plus tard donc, dans vos engagements ?

RP : Je n'ai pas eu d'engagement, je dois reconnaître. Je lisais beaucoup, j'écrivais... Je menais une vie de grotte. Et ma seule extravagance était que j'allais en été à la mer, au 2 Mai. Voilà tout ce qui se passait. Et j'écoutais Radio Free Europe, c'est vrai. Mais j'étais une sorte d'amibe.

AC : J'ai trouvé intéressant ce que vous avez dit « je me suis instruite dans le cadre du GDS ».

RP : C'est exacte. Avant, je ne savais même pas ce que ça veut dire « gouvernement ». Je n'en avais la moindre idée. Parce que quelqu'un m'a dit : « du moins tu lisais ça dans un roman... ». Oui, je lisais, mais il y avait une sorte de convention épique, je ne sais quoi, où d'aucuns se réunissaient et discutaient. Je ne me posais pas de grands problèmes. Très mal. Très, très mal ça a été. Parce qu'on était complètement déboussolé. Tous on était... Seulement quelques-uns savaient de quoi s'agissait-il... Mais la grande majorité, tous, on était déboussolé, des... ignorants, des déboussolés... Tu ne savais pas vers quoi tu te dirige, qu'est-ce que tu veux... Liberté, d'accord, liberté, mais qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas seulement hurler dans la rue...

AC : Je comprends. Le manque d'expérience à l'époque, dans les années '90 a joué...

RP : C'est sûr, et après, toutes les manipulations qui ont été faites. C'est certain qu'on avait des idées du type : vers n'importe quel lieu de travail que tu te diriges, le Parti te trouvera. Je n'ai pas été membre de parti. Ce n'est pas ça que je veux dire, mais, il y avait des conneries ... des cours d'« éducation politique », des trucs auquel j'étais complètement aboulique, mais ça ne représentait pas une attitude. J'étais indifférente. C'était un truc que tu devais endurer. Tu lisais sous le banc, tu faisais des choses comme ça, mais ça ce n'était pas prendre attitude.

AC : Ce n'était pas une position envers...

RP : Non, ce n'était pas une position... c'était quelque chose à endurer, comme une corvée... Moi je pense que lorsque j'étais devenue adulte, 25, 26, 27 ans, si un grand écrivain aurait fait ce que Havel a fait en Tchécoslovaquie, sûrement j'aurais marché à ses côtés. Parce que j'étais quelqu'un qui lisais beaucoup, qui faisait confiance à certains personnages publiques, mais il ne s'est rien passé. Ce qu'eux ils discutaient là-bas, à l'Union des écrivains comment pouvais-je le savoir moi, à Slobozia, où j'étais professeure ? Eux, ils discutaient entre eux là-bas, probablement ils avaient des satisfactions tant qu'ils étaient là... 300 hommes... et avec ça, point barre à la ligne. Il n'y avait rien en dehors de ça. On entendait des choses sur Free Europe, mais trop peu. Moi je suis convaincue que si un grand écrivain aurait ouvert un forum civique, ou, comme ça s'est passé à Prague ou je ne sais plus où encore, je crois que je serais allée... C'est vrai que lorsque les régimes ont commencé à tomber, je sentais que ce n'était plus possible et que quelque chose doit être fait. Mais, je courais comme une folle. Je n'avais pas à quoi me rattacher,

il n'y avait rien où j'aurais pu faire quelque chose. Seule, que diable faire ? Disons que tu réussissais envoyer une lettre chez Free Europe. Ca c'était le summum, mais quelque chose à faire ici, je ne sais pas... Si j'entendais à un moment donné que Marin Preda ou disons Eugène Jebeleanu ou je ne sais pas qui encore aurait fondé un mouvement, probablement que je me serais inscrite. Probablement que si j'étais (contemporaine) avec Paul Goma à ce moment-là, peut-être aurais-je fait quelque chose... Mais il n'y avait rien...

Et on restait à écouter Free Europe jusqu'à l'inconscience, et notre honneur, parce qu'on était totalement déshonorés en tant que citoyens, ni même citoyens on n'était pas, était sauvée par Doina Cornea. Il y avait une incroyable inertie, il y avait cette idée qu'il faut se débrouiller, que ce n'est pas toi qui changera le monde. Oui, on ne se posait que le problème de la survie. Qui était extrêmement humiliante : sans chauffage, sans de quoi manger, sans électricité (lumière). Comme des animaux. On était réduit au stade d'animaux. Il y avait également une sorte de collaboration... d'accommodation, une accommodation au pire. On s'était accommodé au pire. Moi je doute qu'il y ait eu du civisme, même dans l'entre-deux-guerres. J'en doute, car nous on représente un pays qui s'est développé tard et à l'écart de l'Europe. On ne peut pas dire qu'avant, en Roumanie, il y a eu des grands mouvements civiques, une réelle démocratie. Oui, je pense que le changement est inévitable. Je pense que la Roumanie n'a jamais eu les garanties de sécurité qu'elle a aujourd'hui. L'OTAN et l'UE sont... elle n'a jamais bénéficié, de toute son histoire d'une situation aussi favorable. On a encore besoin d'un effort d'émancipation. On ne peut pas avoir une classe politique (crédible) recrutée dans la société que je t'ai décrite. Il y a une cohérence... Non plus des mass media. Le fait divers est transformé en actualité (news). Avant, il y avait un peu plus de sérieux, de profondeur.

Déclaration de principes

Alliance Civique

6 Novembre 1990

La société roumaine est aux prises avec une grave crise qui ne peut être résolue que par nos efforts. L'Alliance civique s'adresse à tous ceux qui se sentent aussi responsables pour l'avenir de la Roumanie que ceux qui sont au pouvoir.

La Roumanie se trouve prise au piège d'un engrenage qui pourrait conduire à une catastrophe si les groupes, les personnalités, les personnes qui ont montré leur attachement à la démocratie et aux valeurs de la civilisation européenne ne se mobilisent largement au sein de la société civile. L'avenir dépend entièrement de nous et de notre détermination à nous consacrer entièrement au redressement national.

L'Alliance civique a pour objectif d'agir énergiquement pour soutenir le processus de développement d'une société civile, la seule capable de garantir l'exercice des libertés citoyennes.

L'Alliance civique considère comme facteurs aggravants les multiples formes d'intolérance, de mystification, de haine, de corruption, d'égoïsme et de mauvaise volonté qui circulent au sein de la société.

L'Alliance civique préconise leur éradication et affirme que nous avons besoin de vérité comme de nourriture. Sans une résurrection rapide des valeurs morales affirmées durant la Révolution, notre peuple risque de sombrer dans le chaos et la barbarie. Nous sommes conscients que la protection du citoyen ne peut être réalisée que dans une Roumanie libre. Nous sommes pauvres dans un pays riche. La seule issue est l'insertion de l'économie roumaine dans le circuit mondial, en passant à une économie de marché.

L'Alliance civique est favorable à une réforme radicale et réaliste, seul moyen de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons, mais en prenant également toutes les mesures de protection sociale, en particulier des couvertures pour les pauvres et les défavorisés. Nous

soutenons que la réforme de l'économie roumaine ne peut se faire que dans le cadre d'une démocratisation complète de la vie politique et sociale.

Nous sommes en faveur d'une Constitution qui garantisse toutes les libertés des démocraties traditionnelles. Le respect du pluralisme, le droit d'association, l'assurance des droits de l'homme, la liberté de la presse sont des valeurs au-delà desquelles la société civile et la prééminence du droit ne peuvent exister.

L'Alliance civique rejette toute forme de censure et de limitation de la liberté d'expression des citoyens.

L'Alliance civique affirme que seules une information exacte, complète et rapide peut protéger la société des abus et des violations des règles de la démocratie et conduire à la formation d'un citoyen impliqué de manière consciente dans la vie politique et sociale.

L'Alliance civique défend le droit de chaque citoyen d'avoir accès aux sources d'informations, ainsi qu'aux documents des gouvernements locaux et centraux, comme il arrive dans toutes les sociétés civilisées. Ainsi, l'électeur pourra exercer un contrôle permanent sur le pouvoir qu'il a lui-même délégué pour défendre ses intérêts.

L'Alliance Civique défend pleinement les valeurs européennes, auxquelles nous appartenons, par origine, mentalité et tradition.

Les Roumains vivent sur tous les continents aujourd'hui. Puisse l'union de tous nos efforts assurer un avenir à la patrie!

L'Alliance civique soutient que seule une action énergique et déterminée peut protéger le citoyen. Dans ce contexte, l'Alliance civique défend les revendications des travailleurs en matière d'aide sociale, de vie plus digne et de liberté, le respect de leurs droits découlant de leur travail.

L'Alliance Civique milite pour la distribution des terres aux paysans.

L'Alliance civique se manifeste contre toute forme de violence, y compris la menace de l'utiliser.

L'Alliance civique appelle l'Eglise à soutenir les efforts de relance de la société civile et à assumer ses responsabilités.

L'Alliance civique invite les citoyens à adhérer à notre déclaration et à apporter des améliorations.

SEULEMENT ENSEMBLE NOUS POUVONS REUSSIR !

Bucarest, le 6 novembre 1990

— ANNEXES 2 —

Tableau n° 1 : Le Conseil directeur la Fondation Académie civique »¹

NOM	ANNÉE NAISSANCE	PROFESSION PARENTS & ENGAGEMENTS POLITIQUES	ÉTUDES	PROFESSION AVANT 1989	PRIX	POSITI ON POLIT IQUE AVAN T 1989	PROFESSION APRÈS 1989	POSITION POLITIQUE & MILITANTE APRÈS 1989
Ana Blandiana	1942	- Père : prêtre orthodoxe. Chef de nid légionnaire, participant à la rébellion légionnaire de 1941 à Timișoara, condamné à prison en 1941 (sous Ion Antonescu) et en 1959 (par les autorités communistes). Emprisonné entre 1959-1964 - Mère : comptable	Faculté de Philologie, Université de Cluj (1968)	- Poète, membre de l'USR - Rédactrice & collaboratrice de plusieurs journaux : <i>Viața Studențească</i> , <i>Amfiteatru</i> , <i>România literară</i>	- Prix USR (1970, 1977, 1982) - Prix de l'Association des Écrivains de Bucarest (1982) - Prix « Mihai Eminescu » de l'Académie Roumaine (1970) - Mérite culturel classe III, accordé par le gouvernement en signe de reconnaissance (avant 1979) - Prix Herder (1982)	- Membre des Jeunesses communistes (1963) - Publications subversives - Interdite de publication en 1959-1963, 1984,	- Poète - Présidente du PEN-Club, filiale roumaine	- Militantisme politique/civique, - Anticommunisme, anti FSN/PDSR - Membre CFSN, démission janvier 1990 - Membre fondatrice & Présidente de l'Alliance civique - Membre fondatrice de la Fondation Académie civique - Présidente de la Fondation Académie civique

¹ Les données utilisées dans ce tableau ont été extraites des documents d'archives (ANIC, fonds CC du PCR ; Fonds CC de l'UTC ; fiches pénales de l'AACP numérisées sur le site web de l'IICCMER, <https://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/>), des dictionnaires biographiques, des CV mis en ligne par les acteurs et des entretiens donnés au cours du temps par ces personnalités. Exceptant les biographies de Ana Blandiana et de Romulus Rusan présentées dans ce chapitre, celles de Lucia Hossu-Longin, de Aurelian Trișcu et de Nicolae Noica sont présentées *in extenso* en annexes 2. L'ensemble des sources utilisées sont citées dans la bibliographie à la fin de la thèse.

					- Prix International « Vilenica » (2002) - Prix « Le poète européen de la liberté » (2016)	1988-1989		
Romulus Rusan I	1935	- Père : fonctionnaire, commissaire de police judiciaire. Membre PCR après la guerre. Arrêté et condamné en 1948 par les autorités communistes. Emprisonné entre 1948-1956 - Mère : femme au foyer	- BTS technicien - Faculté de Mécanique, Institut Polytechnique de Cluj (1958)	- Ouvrier dans une usine chimique - Écrivain, membre USR (1964) - Rédacteur aux revues Steaua, Tribuna, Scânteia Tineretului	- Prix USR (1963, 1982)	- Membre des Jeunesses communistes - Membre PCR (1967)	- Historien amateur (période communiste), éditeur de livres d'histoire du communisme et des mémoires - Directeur du Centre International d'Études sur le Communisme	- Militantisme politique/civique - Anticommunisme, anti FSN/PDSR - Membre fondateur de l'Alliance civique - Membre fondateur de la Fondation Académie civique - Vice-président de la Fondation Académie civique - Membre de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature

¹ Décédé en 2016.

								Communiste en Roumanie (2006)
Lucia Hossu-Longin	1941	- Père : ouvrier, membre PCR - Mère : femme au foyer - Membres éloignés de la famille (oncles, beau-père) - prisonniers politiques	Faculté de langue et littérature roumaine, Université de Bucarest	- Journaliste, rédactrice, chef de rubrique à plusieurs journaux politiques et revues tels que Muncitorul forestier, Revista pădurilor, Scînteia Tineretului ; - Rédactrice à la Télévision Nationale	- Grand Prix de l'Association des Professionnels de Télévision de Roumanie (1992, 1993) - Prix pour la Mémoire, Festival International M.I.P.A., Espagne (2000) - Prix pour le meilleur film documentaire du Festival Carmona (2003) - Prix spécial et prix pour le film documentaire de l'Union des cinéastes de Roumanie (2005)	- Membre des Jeunes Communistes (1956) - Membre du PCR (1969)	- Réalisatrice à la Télévision Nationale - Auteur films documentaires sur la période communiste dont « Le Mémorial du Chagrin » - Secrétaire générale et membre du Conseil d'administration de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme (2005-2010)	- Militantisme politique/civique - Anticommunisme, anti FSN/PDSR - Membre fondatrice de l'Alliance Civique - Proche du PNL - Vice-présidente de la Fondation Académie civique
Nicolae Noica	1943	- Propriétaires terriens, milieu bourgeois - Père : médecin, légionnaire, arrêté et condamné en 1952. Emprisonné entre 1952-1953	Faculté de Constructions, Université de Bucarest	- Ingénieur constructeur - Professeur associé à la Faculté de constructions civiles et industrielles Bucarest (1969-1990)			- Homme politique, membre du PNȚCD - Député à l'Assemblée Nationale sur les listes du PNȚCD (1996)	- Membre du PNȚCD (1992) - Anticommunisme, anti FSN/PDSR - Membre fondateur de l'Alliance Civique - Vice-président de la Fondation Académie civique

				<ul style="list-style-type: none"> - membre du Comité Roumain d'Histoire de la Science de l'Académie Roumaine - Inspecteur des chantiers (1988) - Chef de l'Inspection pour la qualité des constructions de terrain - Membre de la Commission Nationale des Monuments (1990) 			<ul style="list-style-type: none"> - Ministre des Travaux Publics et de l'Aménagement du territoire (1996-2000) 	
Aurelian Trișcuț	1924	-	<ul style="list-style-type: none"> - Institut d'Architecture et d'Urbanisme « Ion Mincu », Université de Bucarest - Faculté de Philosophie, Université de Bucarest 	<ul style="list-style-type: none"> - Architecte - Professeur universitaire Institut d'Architecture et d'Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest - travaille à la Radiodiffusion nationale - chercheur Institut d'Études du Ministère des Communications - directeur adjoint au Comité d'État 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Signataire du Mémoire adressé à Nicolae Ceaușescu pour solliciter la sauvegarde des monastères « Mihai Vodă » 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Vice-président de la Fondation Académie civique

¹ Décédé en 2018.

				<p>pour l'Administration Locale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expert à la Direction des Monuments Historiques - Expert au Conseil d'État pour le Patrimoine Culturel National 		<p>et « Văcărești » (xviiè-xviiiè siècles), dont on a décidé la démolition en vue de la construction de la Maison du Peuple</p>		
Dinu Antonescu	1935		<ul style="list-style-type: none"> - Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1958) - Doctorat en sciences médicales (1970) 	<ul style="list-style-type: none"> - Médecin orthopédie, Eforie Sud, Bucarest - Assistent universitaire Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1971-1990) 	<ul style="list-style-type: none"> - Insigne d'appréciation dans le travail médical-sanitaire (1960) - Médaille l'« Effort Sanitaire » (1984) - L'Ordre National l'Étoile de la Roumanie rang de Grand Officier (2000) - L'Ordre la Couronne de la Roumanie rang 		<ul style="list-style-type: none"> - Maître de Conférences, Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1990-1992) - Pro-Doyen de la Faculté de Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1992-1996) - Professeur, Faculté de 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre fondateur de l'Alliance Civique - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique - Vice-président de la Fondation Académie civique

					d'Officier (2014)		Médecine « Carol Davila », Université de Bucarest (1990-1992) - Directeur de recherche (2001)	
Armand Goșu	-	-	- Faculté d'Histoire, Université de Bucarest (1991) - Doctorat en Histoire, Université de Moscou (1998)	-	-	-	- Maître de Conférences, Université de Sciences politiques, Université Bucarest - Expert dans la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (2006)	- Membre du Groupe pour le Dialogue Social - Rédacteur à la revue 22 - Membre du Conseil directeur de l'Académie civique (2011) - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique
Sorin Ilieșiu	1955	- Père : poète, professeur, licencié en Lettres et Philosophie (1938), licencié en Théologie (1945) - Mère : artiste plasticien	- Faculté de Film et Télévision (chef de promotion), Institut d'Art Théâtral et Cinématographique de Bucarest (1979) - Doctorat en Cinématographie et Médias (2005)	- Directeur d'image, Studio de Cinéma « Bucarest », Buftea (1979-1990) - Membre de l'Union des Cinéastes de Roumanie (1979) (films documentaires, films de fiction, films de	- Prix de l'Union des cinéastes roumains (1992, 1994, 1996, 2003) - Le Prix du Festival du Film de Costinești (1992, 1993, 1996) - Prix du Festival international du	- Membre du PCR (1978)	- Maître de Conférences, Université d'Art Théâtral et Cinématographique de Bucarest (1990-2008) - Conférencier à l'École Supérieure de Journalisme, Bucarest (1991-2001)	- Membre du Groupe pour le Dialogue Social (1990) - Membre fondateur Alliance Civique (1990) - Membre fondateur de l'Académie civique (1994) - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique (1994)

				propagande communiste)	film de Târgu-Mureș (1994) - Tokyo Vidéo Festival (1999) - Festival du film roumain-magyar, Sfântu-Gheorghe/Covasna (2004) - Festival International du Film DaKino, Bucarest (2003)		- Conférencier à la Faculté de Journalisme et les Sciences de la communication, Université Bucarest (1993-1994) - Doyen de l'École Supérieure de Journalisme, Bucarest (1995-2001) - Directeur et fondateur du studio cinéma indépendant VideoDialog (1994-2008) - Directeur général des studios cinéma ROFILM (2000)	- Membre de l'Union des Forces de Droite (2000) - Membre du PNL (2001) - Initiateur et auteur de l'Appel pour la condamnation officielle du régime communiste comme « illégitime et criminel » (2006) - Membre de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (2006)
Gheorghe Arvunescu ¹	1922	- Orphelin depuis 1928, grandit dans la colonie pétrolifère Roumaine-Américaine	-	- Ingénieur	-	- Lutte dans la Deuxième Guerre mondiale - Participe à la	- Directeur exécutif de l'Académie civique (1994-2007)	- Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique (1994-2007) - Secrétaire général de l'Alliance civique (1993-2005)

¹ Décédé en 2007.

						manifestation anticomuniste du 8 novembre 1945, place du Palais Royal, Bucarest, arrêté en tant qu'instigateur mais relâché finalement sans procès		
Mișu Cârcioglu	1915	-	- Faculté de Droit, Université de Bucarest	- Avocat - Fonctionnaire au Ministère de l'Économie (1944-1947) - Attaché commercial à la Légation de la Roumanie à Rome	-	- Poursuivi par la Securitate en 1947	- Homme d'affaires en Grande-Bretagne	- Membre fondateur et principal financeur de l'Académie civique (1994) - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique (1994)
Traian Orban	1944		- Faculté de Médecine Vétérinaire, Cluj (1973)	- Médecin vétérinaire	-	- Participant à la Révolution de	-	- Président de l'Association du Mémorial de la Révolution (1990)

¹ Date de décès inconnue.

						1989 de Timișoara, blessé		- Membre de l'Association « 17 Décembre » - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique
Marius Smighelschi	1934	- Le père : architecte (origines petites- bourgeoises)	- Institut d'Architecture et Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest (1958) - Doctorat en Architecture, spécialiste en acoustique architecturale	- Architecte sur différents chantiers (Ploiești, Bucarest)	-	-	- Maître de Conférences, - Institut d'Architecture et Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest (1990) - Doyen de l'Institut d'Architecture et Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest (1990) - Professeur, Ins titut d'Architecture et Urbanisme « Ion Mincu », Bucarest (1992) - Membre fondateur et vice-président de l'Union des Architectes de Roumanie (1990)	- Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique
Gheorghe Mihai Bârlea	1952	-	- Faculté de Philosophie, Université de Iași (1980)	- Professeur de secondaire - Fonctionnaire au Rectorat de		- Memb re du PCR	- Préfet (CDR) du Département de Maramureș (1997-2000)	- Membre de la CDR (1992)

			<ul style="list-style-type: none"> - Doctorat en Sociologie, Université de Iași (1993) 	<ul style="list-style-type: none"> l'Académie de Maramureș -Documentaliste, coordinateur, directeur à la Bibliothèque municipale de Sighetu-Marmației - Poète et écrivain, membre de l'USR 			<ul style="list-style-type: none"> - Sénateur sur les listes du Parti Démocrate-Libéral (PDL) (2008-2013) - Directeur du Musée de Sighet (2001-2007) 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre de l'Alliance civique (1993) - Membre du PNȚCD (1995) - Membre du PDL (2008) - Membre fondateur de la Fondation Académie civique - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique
Petru Iuga	1969 (?)	-	<ul style="list-style-type: none"> - Institut Polytechnique, Université de Iași (1982) - Faculté de Mathématique et Informatique (2010) - Diplôme comptable autorisé (2011) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmeur au Centre Territorial de Calcul Électronique, Baia Mare (1983-1990) 			<ul style="list-style-type: none"> - Directeur de l'entreprise SSI Infosigma Sighetu-Marmației (1990-2000) - Président de la Fondation « Centre pour le Développement des Entreprises Petites et Moyennes », Sighetu-Marmației (2000-2002) - Administrateur, manager exécutif, directeur du Musée de Sighet (2002) 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique

Ioana Boca		-	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Histoire, Université Bucarest (1997) - Master en Histoire (études approfondies), spécialisation « La Roumanie au xxe siècle », Université de Bucarest (1998) - Doctorat en Histoire (2006), Université « Ștefan cel Mare », Suceava 	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Expert dans la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (2006) - Chercheuse, coordinatrice au Département d'histoire orale du CISC (1998-2001) - Collaboratrice au Département d'histoire orale du CISC (1995-1998) - Directeur exécutif, Fondation Académie civique (2006) - Secrétaire scientifique, Fondation Académie civique (2001-2006) 	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil directeur de la Fondation Académie civique
------------	--	---	--	---	---	--	--

Tableau n° 2 : Les financeurs du Mémorial Sighet¹

NOM	ANNÉE DE NAISSANCE	ÉTUDES	POSITION(S) OCCUPÉE(S) AVANT DÉPART DE ROUMANIE	ORIENTATION POLITIQUE & ACTIVITÉS MILITANTES	PERSÉCUTION PAR LE RÉGIME COMMUNISTE	ANNÉE & PAYS DE DÉPART	POSITION(S) OCCUPÉE(S) APRÈS DÉPART DE ROUMANIE
Mihai Cârciog *2	1915 Bucarest	Droit/ Docteur en Droit, Bucarest	Avocat/ Diplomate dans le gouvernement Ion Antonescu (attaché commercial à la Légation de la Roumanie à Rome) / Fonctionnaire au Ministère de l'Économie (1944- 1947)	-	Poursuivi par la Securitate	1947 Italie 1950 (approx.) Londres	Homme d'affaires
Vlad Drăgoescu*	1926 Craiova	Philosophie (interrompue)	Étudiant	Membre du groupe de partisans de Oltenița, dirigé par le général Carlaonț Signature de la Charte 77 via Paul Goma Militant anticommuniste	Condamné à 12 ans de prison en 1948 et pour « subversion de l'ordre social ». Enfermé entre 1949 et 1960 à Pitești, Gherla, etc. Domicile obligatoire (Bărăgan) à partir de 1960	Suisse	-

¹ Les données utilisées dans ce tableau ont été extraites des documents d'archives (fiches pénales de l'AACP numérisées sur le site web de l'IICCMER, <https://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/>), des dictionnaires biographiques, des CV mis en ligne par les acteurs et des entretiens donnés au cours du temps par ces personnalités. Hormis les personnes pour lesquelles on n'a pas trouvé de données (Petru et Liliana Ilica, Dragoș Răducanu, Georgeta Zuberetz), l'ensemble des trajectoires biographiques de ces acteurs se trouvent présentées *in extenso* en Annexes 2. L'ensemble des sources utilisées sont citées dans la bibliographie à la fin de la thèse.

² (*) – indique la participation directe de la personne au financement ou aux campagnes de collecte de fonds pour le Mémorial de Sighet. Lorsque nous avons disposé de données sur les trajectoires biographiques des parents proches de ces acteurs, il nous a semblé pertinent de les ajouter à cette liste puisqu'elles sont révélatrices pour la socialisation primaire de ces acteurs.

Sergiu Grossu*	1920 Cubolta (Rép. de Moldavie)	Philosophie & Philologie moderne, 1948, Bucarest Institut Théologique	Journaliste, éditorialiste (1938-1941)/ Rédacteur à la Direction de la Presse et de la Propagande dans le gouvernement Ion Antonescu (1941-1943)/ Travail sur les chantiers (1960-) Fonctionnaire à Institut de projets pour les lamineurs	Activiste dans l'association orthodoxe fondamentaliste « Oastea Domnului » (1948-1959) Chrétien pratiquant et activiste religieux Militant anticommuniste	Poursuivi par la Securitate en tant que membre de « Oastea Domnului » interdite en 1949 Condamné à 12 ans de prison en 1959 pour « activité religieuse interdite » et « subversion anticommuniste ». Emprisonné (Jilava, Malmaison, Strâmba, etc.) entre 1959 et 1962	1969 France	Journaliste revue Catacombes (1971-1992), radio TransEurope Lisbonne, RFE Fondation des anciens détenus politiques « Nicoleta Valeria Grossu », Bucarest Fondateur Éditions religieuses « Duh și Adevăr » [Esprit et Vérité]
Nicoleta Valeria Grossu	1919 Turnu-Măgurele	-	Journaliste (en illégalité) à Dreptatea	PNT (nièce de Iuliu Maniu) Militante anticommuniste	Arrêtée en 1949. Emprisonnée pendant 4 ans sans procès	1969 France	Journaliste Fondatrice de l'association « Le Devoir de se Souvenir » qui milite pour la conservation de la mémoire du Goulag, Paris
Dan Mănuilă*	1931	-	Neveu de Sabin Mănuilă	-	-	1947 États-Unis	Vice-président Fondation « Iuliu Maniu », New-York
Sabin Mănuilă	1894 Sâmbăteni	Médecine, Budapeste Doctorat en médecine, Cluj	Médecin, épidémiologiste/ Statisticien, démographe Membre correspondant de l'Académie Roumaine (1938)	PNT, proche de Iuliu Maniu Controverses liées à sa participation à des mesures antisémites durant le régime Ion Antonescu	-	1947 États-Unis	Chercheur à l'Institute for Food Research Consultant US Office of Census & OMS (Organisation Mondiale de la Santé)

			<p>Membre fondateur de l'Institut Central de Statistique, Bucarest</p> <p>Chef de section à l'Institut d'Hygiène et de Santé Publique</p> <p>Secrétaire général au Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (1936)</p> <p>Directeur de l'Institut de Démographie et de Recensement</p> <p>Directeur de la Section de Statistique de l'Institut Social Roumain</p> <p>Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil des Ministres (après 1944)</p>				<p>Activiste</p> <p>Fondation « Iuliu Maniu »</p> <p>Activiste Comité National Roumain patronné par le roi Michel (1949, gouvernement roumain en exil)</p> <p>Membre Institut International de Sociologie</p> <p>Membre de l'Institut International de Statistique</p>
Veturia Manuilă	1896, Călăcea	<p>Sciences, Budapest, Cluj (1919)</p> <p>Spécialisation en sciences médicales Rockefeller Foundation (New-York), University John Hopkins (Baltimore)</p>	<p>Assistante universitaire Faculté de Sciences, Cluj</p> <p>Directrice et fondatrice de l'École Supérieure d'assistance sociale, Bucarest (1929-1947)</p> <p>Fondatrice du service d'assistance</p>	Proche d'Octavian Goga, le leader du Parti National Chrétien et Premier Ministre de la Roumanie (1937-1938) (adoption lois antisémites)	-	1947 États-Unis	<p>Assistante aux services sociaux de la Fédération Internationale des Instituts Américains</p> <p>Membre fondatrice Fondation roumaine-américaine d'assistance</p>

		Universités de Vienne, Paris, Londres, Berlin, Bruxelles (1926-1927)	sociale des hôpitaux et du service d'assistance aux mineurs délinquants (1934) Éditrice de la revue Asistența socială [L'Assistance sociale] (1937-1942)				sociale « Iuliu Maniu » (1952) Activiste et cofondatrice du Conseil National des Femmes en exil
Petru Ilica*	-	-	-	-	-	États-Unis	Fondation pour le soutien des arts
Liliana Ilica*	-	-	-	-	-	États-Unis	Fondation pour le soutien des arts
Maria Brătianu*	1929	-	-	PNL, fille de l'historien Gheorghe I. Brătianu (1898-1953), décédé à Sighet Militante anticommuniste	-	France	Présidente de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie (Paris, 1977)
Gabriela Carp*	1934, Bucarest	Institut d'Arts Plastiques « Nicolae Grigorescu », Bucarest	Rédacteur aux Éditions des Arts Plastiques	-	-	1975 (approx.), RFA	Collaboratrice RFE, Voice of America
Mircea Carp*	1923, Gherla	École de cavalerie (à partir de 1942), spécialisation en Allemagne	Militaire de carrière, décoré pendant la Deuxième Guerre mondiale	Activités anticommunistes	Exclu de l'Armée (1946) pour des « activités anticommunistes »	1948, Autriche 1951 États-Unis 1973, RFA	Travaille pour la Mission militaire américaine d'Autriche Journaliste, National Committee for a Free Europe Reporter et chef du Service roumain à la Radio Voice of America Directeur-assistance de la

							section roumaine, RFE Munich (1979-1995)
Miron Costin*	-	-	-	-	-	-	Médecin Los Angeles Représentant de l'Académie civique aux États-Unis
Anatol Măleanu*	1921	Droit (interrompues)	Fonctionnaire	Légionnaire	Arrêté et condamné à 18 ans de prison pour « conspiration » en 1958, il n'a effectué finalement que 6 ans étant libéré en 1964	États-Unis	-
Mihai Wurmbrand*	1939	-	-	-	À l'âge de 9 ans ses parents sont emprisonnés par les autorités communistes et il est élevé par des proches de sa famille de 1950 à 1953	Norvège États-Unis (1966)	Président Fondation Voice of the Martyrs
Richard Wurmbrand	1909, Bucarest			Militant communiste en illégalité, membre du PCR, séjour de formation à Moscou (1927-1929) Participant à la grève des cheminots des Ateliers « Grivița », Bucarest Conversion au christianisme (1936) Secrétaire à la Mission Anglicane pour les Juifs de Bucarest	Arrêté à de nombreuses reprises pour « propagande bolchévique » par la Siguranță (police politique de l'entre-deux-guerres) ; emprisonné en 1933. Il s'évade, ensuite est arrêté à nouveau en 1934 Arrêté par les autorités communistes en 1948, jugé en 1950 et condamné à 10 ans de travaux forcés pour « crime contre l'ordre	Racheté pour 10 000 \$ par la Mission Européenne Chrétienne Norvège États-Unis (1966)	Activités missionnaires Fondateur de la Fondation « Jesus to the Communist World » (rebaptisée « Voice of the Martyrs »)

				Activiste à la Mission luthérienne de Norvège à Bucarest Pasteur luthérien (durant la Seconde Guerre mondiale)	constitutionnel ». Libéré en 1956 Arrêté en 1959 pour « conspiration contre la classe ouvrière » et condamné à 25 ans de prison lourde. Libéré en 1964		
Sabina Wurmbrand	1913	Chimie, Sorbonne			Arrêtée en 1950 et emprisonnée entre 1950 et 1953	Norvège États-Unis (1966)	Fondatrice de la Fondation « Voice of the Martyrs »
Georgeta Zuberetz*	-	-	-	-	-	-	-
Dragoș Răducănu*	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 3 : Les membres du personnel du Musée de Sighet¹

NOM	ÉTUDES	THÈMES DE RECHERCHE/DOMAINES D'INTÉRÊT	AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES	FONCTIONS SIGHET
Andrea Dobeş-Fürtös	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Histoire et Philosophie, spécialisation histoire contemporaine, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (1998) - Master en Histoire contemporaine et relations internationales, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (1998) - Formation en Muséologie générale, spécialisation Mémoire, Centre de Préparation Professionnelle dans la Culture, Bucarest (2002) - Doctorat en Histoire, Institut d'Histoire « George Bariţ » de l'Académie Roumaine, Cluj-Napoca (2011) 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode et moyens d'instauration et d'institutionnalisation du régime communiste en Roumanie : - La collectivisation de l'agriculture - La résistance armée dans les montagnes - Le système concentrationnaire, le pénitencier de Sighet - L'élite politique et religieuse de l'entre-deux-guerres dans les dossiers de la Securitate 	-	- Muséographe au Musée de Sighet (1999)
Robert Fürtös	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Histoire et Philosophie, spécialisation en histoire contemporaine, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (1997) - Master en Histoire contemporaine et relations internationales, Université 	<ul style="list-style-type: none"> - L'instauration du régime communiste en Roumanie - La système concentrationnaire - Les hiérarques de l'Eglise greco-catholique poursuivis par la Securitate - Les structures départementales du Parti communiste - La collectivisation de l'agriculture dans le département de Maramureş 	<ul style="list-style-type: none"> - Expert auprès de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la dictature communiste en Roumanie (2006) 	- Muséographe au Musée de Sighet (1999)

¹ Les données utilisées dans ce tableau ont été extraites essentiellement des CV des membres du personnel du Musée présentés sur le site web du Mémorial de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/echipa-muzeului-memorial/>.

	<p>Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (1999)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation en Muséologie générale, spécialisation en Histoire-Mémoire, Centre de Préparation Professionnelle dans la Culture, Bucarest (2003) 			
Nicolae Drăguşin	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Mécatronique Université Polytechnique, Bucarest (2007) - Licence en Sciences politiques, Université Bucarest (2008) - Licence en Théologie orthodoxe, Université de Bucarest (2012) - Master en Droits de l'Homme et démocratisation, Université Ca'Foscari, Venise – Université d'Uppsala (2008) - Master en Études religieuses, spécialisation « Textes et traditions », Université de Bucarest (2014) - Doctorat en Philosophie, Institut de Philosophie et Psychologie « C. Rădulescu-Motru », l'Académie Roumaine, Bucarest (2013) 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du discours communiste (idéologie, dogmatisme, expropriation, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - ATER, MCF à la Faculté de Sciences politiques, Université « Dimitrie Cantemir », Bucarest (2010-2014) - Post-doctorat en Études religieuses, Université Bucarest (2014-2015) - Rédacteur à la revue de sciences politiques Sfera politicii (2009) - Collaborateur à plusieurs publications : 22, Aldine (supplément România liberă), Observator cultural, Dilema veche, Memoria, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Guide-conservateur au Musée du Mémorial Sighet, filiale Bucarest (2013) - Collaborateur du département d'histoire orale du CISC (1999-2010) - Assistent de recherche au CISC (2008-2010)
Ildiko Gabriela Kadar	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Géographie, spécialisation la géographie du tourisme, 	<ul style="list-style-type: none"> - Langues étrangères (anglais, français, italien) - La collectivisation de l'agriculture durant la période communiste 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Guide au Musée du Mémorial Sighet (2002)

	<p>Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (2001)</p> <p>- Licence en Langue et Littérature roumaine, spécialisation langue et littérature roumaine-langue et littérature française, Université Spiru Haret, Bucarest (2007)</p>			
Norbert Kondrád	<p>- Licence en Histoire et Philosophie, spécialisation en histoire contemporaine, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (2006)</p> <p>- Formation d'informatique, Université Populaire, Sighetu Marmăției (2008)</p>	<p>- Langues étrangères (magyar, anglais)</p> <p>- La collectivisation de l'agriculture durant la période communiste</p> <p>- Les colonies de travail durant la période communiste</p>	-	- Guide au Musée du Mémorial Sighet (2004)
Adela-Alma Ulici	<p>Études supérieures</p>	<p>- Langues étrangères (français, anglais)</p>	-	- Guide au Musée du Mémorial Sighet (2002)

Tableau n° 4 : Les membres du Centre International d'Études sur le Communisme¹

NOM	ÉTUDES	THÈMES DE RECHERCHE/DOMAINES D'INTÉRÊT	AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES	FONCTIONS SIGHET
Ioana Boca	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Histoire, Université Bucarest (1997) - Master en Histoire (études approfondies), spécialisation « La Roumanie au xxe siècle », Université de Bucarest (1998) - Doctorat en Histoire (2006), Université « Ștefan cel Mare », Suceava 	<ul style="list-style-type: none"> - les mouvements anticomunistes étudiants (1948-1958) - l'année 1956 et ses conséquences en Roumanie - les relations diplomatiques entre la Chine et la Roumanie (1948-1964) 	<ul style="list-style-type: none"> - Expert dans la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (2006) 	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur exécutif, Fondation Académie civique (2006) - Secrétaire scientifique, Fondation Académie civique (2001-2006) - Chercheuse, coordinatrice au Département d'histoire orale du CISC (1998-2001) - Collaboratrice au Département d'histoire orale du CISC (1995-1998)
Virginia Ion	<ul style="list-style-type: none"> - Licence Histoire, Université « Lucian Blaga », Sibiu (2004) - Master Histoire moderne et contemporaine (2006) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les minorités de Roumanie à l'époque moderne et contemporaine - La répression communiste en Roumanie (1945-1989) - La répression des femmes en Roumanie durant la période communiste 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétaire scientifique CISC (2007) - Éditeur & rédacteur de plusieurs volumes publiés par la Fondation Académie civique - Représentante du Mémorial de Sighet dans plusieurs projets internationaux - Organisateur de plusieurs expositions
Andreea Cârstea	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Histoire, spécialisation « Histoire contemporaine », 	<ul style="list-style-type: none"> - Les usages de l'histoire orale dans l'activité du Mémorial de Sighet 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Coordinatrice du Département d'histoire orale du CISC (2008)

¹ Les données utilisées dans ce tableau ont été extraites essentiellement des CV des membres du personnel du musée présentés sur le site web du Mémorial de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/echipa-centrului-international-de-studii-asupra-comunismului/>.

	<p>Université Babeş-Bolyai, Cluj (2004)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Master d'Histoire Récente et Contemporaine, Faculté d'Histoire et Philosophie, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca (2005) - Master de Communication et Publicité, École Nationale de Sciences Politiques et Administratives, Bucarest - Stages doctoral, Université de Bologne (2012) - Stage doctoral, CEU Budapest (2013) - Doctorat dans les sciences de la communication, École Nationale de Sciences Politiques et Administratives, Bucarest (2014) 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégies de légitimation dans le discours électoral en Roumanie après 1989 - Les élections de 1946 - Formes de résistance anticommuniste durant la période 1945-1989 - Formes d'oppression durant la période communiste - Détention politique durant la période Dej (1945-1965) - Détention politique durant la période Ceauşescu (1965-1989) - La déportation à Bărăgan (1951-1956) 		<ul style="list-style-type: none"> - Chercheuse CISC (2006-2008) - Collaboratrice du Département d'histoire orale (2004-2006)
Traian Călin Uba	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Philologie, Université Bucarest 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens d'histoire orale avec les anciens détenus politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Journaliste, rédacteur pour les publications : Expres, Expres magazine, Dreptatea, Baricada, Caşavencu, România liberă, Timpul, Puncte cardinale, Rost, RFE - Écrivain, membre USR et collaborateur dans la presse littéraire (Vatra, Luceafărul, Convorbiri literare, etc.) - Rédacteur aux éditions RAO, All et Publica 	<ul style="list-style-type: none"> - Éditeur & rédacteur au Département éditorial du CISC (2011) - Collaborateur de la Fondation Académie civique (2010)
Elena Iordan	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en Droit, Université de Bucarest (2002) 	-	<ul style="list-style-type: none"> - Stagiaire à la Société d'Avocats « Bina & Asociații » (2003) 	<ul style="list-style-type: none"> - Assistante recherche CISC (2009)

	- Licence en Commerce, Académie d'Études Économiques, Bucarest (2008)		- Agente de vente, Société commerciale IZA Prestation Services (2003-2005) - Assistent manager, cabinet d'avocat Mihăilescu (2007-2009)	- Collaboratrice CISC (2005-2009)
--	--	--	--	--------------------------------------

Tableau n° 5 : Le Conseil scientifique du Centre International d'Études sur le Communisme¹⁰

NOM	ÉTUDES	PROFESSION	FONCTION & INSTITUTION DE RATTACHEMENT	SPÉCIALITÉ	LIENS/INTÉRÊT POUR LA ROUMANIE/L'ACADÉMIE CIVIQUE	PAYS D'APPARTENANCE
Romulus Rusan	- Licence en Mécanique, Institut Polytechnique de Cluj (1958)	- Écrivain - Militant anticommuniste/entrepreneur de mémoire	Fondateur de la Fondation Académie civique	- Expérience rédaction, édition	- Intérêt professionnel (entreprenariat de mémoire) & intérêt politique (militant anticommuniste, anti-PSD) & intérêt personnel (victimes du communisme, dissidents dans la famille) - Militant anticommuniste - Militant pour la cause des victimes du communisme - Père – ancien prisonnier politique	Roumanie
Stéphane Courtois	- Licence en Histoire (1973), Université Paris X, Nanterre - Doctorat en Histoire (1978), Université Paris X, Nanterre	- Historien - Militant anticommuniste	- Directeur de recherche au CNRS, Centre d'études d'histoire et de sociologie du communisme (CEHSC)/ Géode, Université Paris X, Nanterre - Co-directeur de la revue d'histoire Communisme	- Histoire du PCF - Histoire du communisme français	- Intérêt professionnel (débouché éditorial, internationalisation de la carrière) & intérêt politique (militant anticommuniste) - Traduction et promotion du Livre noir du communisme en Roumanie - Liens avec l'exil roumain en France	France
Dennis Deletant	- Doctorat en Linguistique	- Historien - Expert/Consultant pour plusieurs agences et	- Professeur d'Études roumaines à la School of Slavonic	- Histoire de la Roumanie	- Intérêt professionnel (recherches sur l'histoire du communisme roumain) &	Grande-Bretagne

¹⁰ Les données utilisées dans ce tableau ont été extraites des documents d'archives (ANIC, fonds CC du PCR ; fonds CC de l'UTC ; fiches pénales de l'AACP numérisées sur le site web de l'IICCMER, <https://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/>), des dictionnaires biographiques, des CV mis en ligne par les acteurs et des entretiens donnés au cours du temps par ces personnalités. Exceptant les biographies de Romulus Rusan et de Stéphane Courtois étudiées dans ce chapitre, l'ensemble des trajectoires biographiques des membres du Conseil scientifique du CISC sont présentées *in extenso* en Annexes 2. Les sources utilisées sont citées dans la bibliographie à la fin de la thèse.

		programmes du gouvernement britannique ou roumain	and East European Studies, College of London - Professeur associé à la Faculty of Humanities d'Amsterdam (2003-2010) - Consultant BBC à Bucarest - Expert du programme d'assistance du gouvernement britannique « Know-how Fund for Central and Eastern Europe » - Militant dans l'opération « Save Romanian Villages »	- Histoire de la période communisme : le système répressif et les méthodes d'action de la Securitate	intérêt politique (militant anticommuniste de longue date) & intérêt personnel (interdiction d'entrée en Roumanie, victimes du régime communiste dans la famille) - Premières visites en Roumanie (pour apprendre la langue) : années 1960 - Mariage avec la traductrice Andreea Caracostea, fille et petite-fille d'anciens prisonniers politiques (le grand-père, Dimitrie Caracostea – ancien Ministre de l'Enseignement sous Ion Antonescu, enfermé à Sighet) - Connaissance de Ana Blandiana et de Romulus Rusan durant les années 1980 ; contribue à faire connaître le cas de la poète en publiant des articles dans la revue Index of Censorship - Déclaré persona non grata en 1988 par le régime Ceaușescu	
Pierre Hasner	- École Normale Supérieure, Paris - Agrégation de Philosophie (1955) - Faculty for Social Science, Chicago University (Bourse Rockefeller)	Historien des Relations internationales	- Professeur à Sciences Po, Paris (1963) - Professeur à la John Hopkins University de Bologne - Directeur de recherche au Centre de Recherches Internationales	- Histoire des relations internationales pendant la Guerre froide	- Intérêt personnel (origines roumaines) & intérêt politique (dénonciation d'un régime à cause duquel sa famille a été contrainte de quitter la Roumanie) - Né en Roumanie en 1933 dans une famille de la bourgeoisie juive (son père est le patron/directeur de la banque Fabre & Hassner de Bucarest). En 1948, la famille émigre en France pour se	France

					réfugier du régime communiste	
Vladimir Bukovski	<ul style="list-style-type: none"> - Master en Biologie, Cambridge - Études de neurophysiologie, Stanford University 	<ul style="list-style-type: none"> - Dissident en URSS (emprisonné à plusieurs reprises & hôpital psychiatrique) - Écrivain - Historien amateur - Homme politique 	<ul style="list-style-type: none"> - Dissident en URSS - Militant pour les Droits de l'Homme - Conférencier - Candidat aux élections présidentielles en Russie en 2007 	<ul style="list-style-type: none"> - Dénonciation & témoignages des violations des droits de l'Homme en URSS - Dénonciation des usages abusifs de la psychiatrie dans la neutralisation des opposants politiques durant le régime communiste en URSS - Histoire du KGB 	<ul style="list-style-type: none"> - Intérêt professionnel (internationalisation de la carrière, débouché éditorial) & intérêt politique (militant anticommuniste de longue date) 	Russie
Helmut Müller-Enbergs	<ul style="list-style-type: none"> - Licence en science politique (1989) - Doctorat en histoire (2007) 	<ul style="list-style-type: none"> - Historien - Expert 	<ul style="list-style-type: none"> - Chercheur, Commission Gauck - Enseignant invité à la Faculté d'Arts, Université du Danemark du Sud et à la Faculté d'Histoire, Gotland Campus, Université d'Uppsala - Membre de plusieurs commissions parlementaires concernant la gestion du passé communiste en Allemagne fédérale 	<ul style="list-style-type: none"> - Histoire de la STASI en RDA - Analyse des liens de collaboration des hommes politiques allemands avec la STASI - Histoire des services de renseignements dans les ex-pays communistes - Histoire de l'espionnage 	<ul style="list-style-type: none"> - Intérêt professionnel (internationalisation de la carrière, collaboration avec le Mémorial de Sighet) - Visite en Roumanie à l'invitation de l'Académie civique comme membre d'une délégation de la commission Gauck : mission d'échange de savoirs experts autour de la gestion du passé communiste. Conseils concernant l'ouverture des archives de l'ancienne police politique en Roumanie 	Allemagne

			- Porte-parole du groupe Bündnis '90, Parlement du land de Brandebourg			
Thomas S. Blanton	- Harvard University	- Historien	- Directeur de la National Security Archive, États-Unis - Militant pour la liberté de la presse	- Guerre froide - Histoire militaire et diplomatique des États-Unis - Histoire des services de renseignement	- Intérêt professionnel (internationalisation de la carrière & échanges-exportation de savoirs experts dans le domaine de la gestion des archives & accès à de nouvelles sources d'information concernant l'histoire du communisme en Europe de l'Est et les relations avec les États-Unis)	États-Unis
Șerban Papacostea	- Licence en Histoire et Géographie (1950), Université de Bucarest - Doctorat en Histoire (1968), Université de Bucarest	Historien	- Directeur de l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga », Bucarest	Histoire médiévale	- Intérêt professionnel (prestige, intérêt pour la période communiste) & intérêt politique (convictions anticommunistes, militant monarchiste, anti FSN) & intérêt personnel (ancien prisonnier politique & plusieurs parents victimes du communisme, passés par Sighet) - Descendant de la bourgeoisie d'origine macédonienne, il est arrêté pendant six mois par les autorités sans procès (1950) - Cinq membres de sa famille, dont son père, sont prisonniers politiques pour avoir été membres du PNL. Certains passent par Sighet - Critique affirmé du FSN après 1989, l'historien s'affirme comme un pro-monarchiste au début des années 1990	Roumanie

Alexandru Zub	- Doctorat en Histoire (1973), Université de Iași	Historien	- Chercheur et directeur de l'Institut d'Histoire « A. D. Xenopol », Iași - Professeur à la Faculté d'Histoire de l'Université « A. C. Cuza », Iași	L'historiographie roumaine au XIXe siècle	- Intérêt professionnel (prestige) & intérêt personnel (ancien prisonnier politique) - Prisonnier politique entre 1958-1964	Roumanie
Thierry Wolton	- Master de Sociologie, Institut d'Études du développement économique et social	- Journaliste — correspondant dans les Pays de l'Est où il rencontre plusieurs dissidents importants (Adam Michnik, Václav Havel, Andreï Sakharov, Vladimir Bukovski) - Militant gauchiste converti à l'anticommunisme - Historien amateur	Journaliste à Libération, RFI, Le Point, Elle	- Historien amateur du communisme en URSS	- Intérêt professionnel (débouché éditorial, prestige) & intérêt politique/militant (convictions anticommunistes & affinité avec la cause des victimes du communisme) - Liens avec la Roumanie et le Mémorial de Sighet (le plus probablement) via Stéphane Courtois - Marié à Natalia Dioujeva, importante dissidente russe réfugiée à Paris	France

— ANNEXES 3 —

Image n° 1¹¹ : Octavian Paler (1996-2007)



Image n° 2¹² : Alexandru Paleologu (1919-2005)



¹¹ Cf. democratie-paler.html.

¹² Cf. <https://www.ziarulmetropolis.ro/alexandru-paleologu-ambasadorul-golanilor-a-trait-infernul-puscariilor-comuniste/><https://evz.ro/lectia-> .



Image n° 3¹³ : Gabriel Andreescu (1952-)

Image n° 4¹⁴ : La Roumanie en 1941, après les annexions par la Hongrie et par l'URSS



¹³ Cf. <http://hatarok-nelkul.com/ro/?p=2267>.

¹⁴ Cf. <https://razboiulpentrutrecut.wordpress.com/2015/11/30/romania-si-guvernamentul-transnistriei-1941-1944/>.

— ANNEXES 4 —

Tableau 1¹⁵ : Les livres publiés par Norman Manea entre 1969-1987

ANNÉE DE PUBLICAT ION	TITRE	EDITIONS	TIRAGE
1969	<i>Noaptea pe latura lungă</i>	Editura pentru literatură, Bucurest	
1970	<i>Captivi</i>	Viața Românească, Bucurest	
1974	<i>Atrium</i>	Cartea Românească, Bucurest	
1975	<i>Primele porți</i>	Albatros, Bucurest	
1976	<i>Cartea fiului</i>	Eminescu, Bucurest	
1977	<i>Zilele și jocul</i>	Cartea românească, Bucurest	
1979	<i>Anii de ucenicie ai lui August Prostul</i>	Cartea românească, Bucurest	
1981	<i>Octombrie, ora opt</i>	Dacia, Cluj-Napoca	
1984	<i>Pe contur</i>	Cartea Românească, Bucurest	
1986	<i>Plicul negru</i>	Cartea Românească, Bucurest	20 000 exemplaires

¹⁵ Tableau réalisé à partir des données présentées dans la biographie chronologique de Norman MANEA réalisée par Cella MANEA et Claudiu TURCUȘ, « Norman Manea – Itinerar biografic », art. cité, p. 32-34.

Nearby and Together: Norman Manea on His Friend Philip Roth
By Norman Manea¹⁶

This tribute first appeared in the Romanian cultural weekly *Observator Cultural*, no. 925 (June 7, 2018). It is translated from the Romanian by Philip Ó Ceallaigh.

(....)

This is why he rests at Bard and awaits me there. It is not, as some press reports claimed, that he wanted a Jewish cemetery. The cemetery at Bard is not Jewish, it is non-denominational and even atheists are buried there, and the funeral that took place on Monday, May 28, was non-religious, in accordance with his instructions. Those that he had selected to speak were not to talk about him, but would each read fragments from his books.

I read from *The Dying Animal*, the book he dedicated to me in 2001.

But to return to happier beginnings.

Knowing he'd published a collection of East European prose, *Writers from the Other Europe*, I wrote to him in 1987, from Berlin, where I was living on a DAAD (German Ministry of Cultural Exchanges) grant, following my trials and tribulations in communist Romania. I proposed to him an English translation of an anthology of young writers published at Albatros Publishing House, so that Romania too — the only Eastern European country absent from his anthology — might find its place in the world ... He replied promptly, without mentioning my suggestion, asking who I was, what I wrote, what I was doing in Germany. And so, our relationship began.

When my grant ended, I wrote to tell him I didn't know where I was headed, only that, for the moment, there was no going back. I didn't want to take any final decision, preferring to await in the West the long-dreamed-of passing of our "most beloved son of the people," as the national press used to call the dictator. My attempts to obtain another grant in Germany or France failed. He wrote to tell me to look him up if I happened to decide on America. When I got to Washington, he invited me to New York, to Essex House, where he was temporarily living. I suggested we put it off for a while, because I didn't speak English and was about to start a course in the language for new arrivals. "It doesn't matter, we've got hands, we've got eyes, we'll understand each other." He wanted me to bring him something translated into English, but all I had was a too-short story called "Proust's Tea," published in a magazine in London. "Bring whatever you have."

I crept into the big hotel, Cella accompanying me. The room was spacious. Our host was sitting on the sofa, feet on the table, smiling encouragingly. I went up to him and handed him the few pages. Silence. "Proust? Proust, you say? I've tried to read this writer 20 times and I've never got past page 15..." I froze. In Romania I had learned that if you didn't like Proust, you were outside literature. What was left for me to say to the great American? Nothing. I couldn't utter a word.

Then another salvo: "Céline, not Proust! Céline is my Proust!" That floored me ... I knew Céline was a great writer and an anti-Semite. I'd read him with interest, but I was speechless. I smiled weakly, and sat down on the sofa next to Cella, preparing myself for the next blow. But the conversation became more cordial, allowing for the inevitable language problem. At the end, he wrote some names and addresses and telephone numbers on a sheet of paper. Robert Silver, Rose Marie Morse, Mary McCarthy. "They're my friends, they speak French, you'll be able to talk to each other." Stumbling out of Essex House, I told Cella I'd never call him again. "Enough, I'm done!"

But that first meeting was soon put behind us. The American maestro began to call me weekly, asking how I was doing, if my English was coming along. "Have you anything translated into another language?" I had two books in German. He gave me the address of Leon Botstein, the president of Bard College, who, I understood, was a German speaker. I sent him my books and received an

¹⁶ Cf. <https://lareviewofbooks.org/article/nearby-and-together-norman-manea-on-his-friend-philip-roth/>.

extraordinarily laudatory reply, comparing me to the contemporary German writers I most admired ... Then I met Mary McCarthy, who taught at Bard. And she recommended me to Botstein also. My friend and future German editor at Hanser, Michael Krüger, put me in touch with New Directions Publishing House, which he thought would be the best fit for me. There I met with its director, the cutting and charming Griselda Ohannessian, and her young secretary, Barbara Epler, who would eventually, as Griselda's successor, publish my complicated novel *Captives*. I got along perfectly with both my collaborators and was ready to sign a contract when a two-book offer came in from Grove Press.

And so started what the Romanian nationalist press back home called the "the international Jewish conspiracy" of my arrival on the world literary stage (the MacArthur Prize, Guggenheim Foundation Prize, and so on).

When, in 1997, after 11 years of exile in the United States, I accepted Botstein's invitation to accompany him to Bucharest, where he was conducting two concerts at the Ateneu, Philip supported me. Saul Bellow, who was more knowledgeable about Romania, didn't think I should go back ("You have enough trouble here as it is, you don't need the old Romanian problems too"). Philip encouraged me, but made me promise to call him daily from Bucharest (!!!) and to go immediately to Sofia (?), and to fly back to New York if I sensed anything wrong ... For me it was like returning as a posthumous tourist. I was on edge, but nobody was aggressive. Cluj and Suceava were enjoyable, apart from the state of my nerves, which made me lose my notebook on the return flight.

My friendship with Philip deepened with time. Each of us marked the life events of the other, and we always celebrated New Year's Eve together, in our home. At the end of the public celebrations of my 75th birthday at the Romanian Cultural Institute in New York, Philip shouted: "I want something like that too! But not just two days, five!" Once he took me to Newark, where he was born, to see his childhood home and his old high school, the streets, the entire environment. He still felt close to the city. He had a relationship with the local library, and a street was to be named in his honor. As well as attending each other's literary events, Philip and I visited each other in the hospital as time went on. In more recent years we had had a grim competition for having the greater number of coronary stents: I was winning for a while, but Philip finally took the lead, with 13 stents ...

Our friendship endured all kinds of differences between us, perhaps well expressed at the start in the contrasting preferences for Proust and Céline, but the connection was still strong, affectionate, and lasting.

Let's remember that generous compensation which exile rewarded me with.

— ANNEXES 5 —

LISTE des participants

à la controverse autour du *Journal (1935-1944) de Mihail Sebastian*

Note : 114 interventions – on a compté celles portant sur le *Journal* de Mihail Sebastian à sa sortie, les réponses à la réponse (ici parfois le sujet de départ se perd), et celles à l’occasion de l’anniversaire du centenaire de l’écrivain. On a laissé de côté les interventions qui portent sur des sujets connexes, les micro-polémiques simultanées, qui rejoignent cette polémique autour du *Journal* de Mihail Sebastian plus tard, à partir de 1999

1. Gabriel Andreescu – juriste
2. Liviu Antonesei – écrivain/poète et chercheur en littérature
3. Florin Ardelean – écrivain/ prof en journalisme université Oradea
4. Radu Bogdan – historien et critique d’art, écrivain
5. Lya Benjamin – historienne
6. Valeriu Barladeanu –
7. Nicolae Breban - écrivain
8. Andrei Cornea – philosophe
9. Isac Chiva – anthropologue
10. Pavel Câmpeanu – politologue
11. Iordan Chimet – essayiste, prosateur, poète, traducteur
12. Joseph Croitoru – historien, journaliste
13. Andrei Codrescu – écrivain, publiciste
14. Vera Calin – historienne littéraire, essayiste, traducteur
15. Valeriu Cristea – critique littéraire
16. Daniel Cristea Enache – critique littéraire
17. Harry Carasso - publiciste
18. Petru Cretia – philologue, professeur ancien grecque
19. Radu Cosasu - écrivain
20. Paul Cornea – historien, critique littéraire
21. Nicolae Cajal – biologiste / communauté juive
22. Paul Cernat – critique littéraire
23. Simion Damian – critique littéraire et journaliste
24. Virgil Duda – écrivain
25. Gabriel Dimisianu – critique littéraire
26. Iulia Deleanu – écrivain, prosateur, journaliste
27. B. Elvin – prosateur, écrivain

28. Alexandru Elias – médecin / communauté juive
29. Michael Finkenthal – physicien
30. Gheroghe Grigurcu – critique littéraire
31. Paul Goma – écrivain
32. Monica Ghet – essayiste
33. Alexandru George – critique littéraire
34. Ticu Goldestein - publiciste
35. Joaquim Garrigos – journaliste ?
36. Mircea Handoca – philologue
37. Bedros Horasangian – écrivain, essayiste
38. Peter Hamm – critique littéraire, écrivain
39. Radu Ioanid –historien
40. Mircea Iorgulescu – critique littéraire
41. François Kasbi – écrivain, journaliste
42. Edward Kanterian - philosophe
43. Harry Kuller – sociologue
44. Gabriel Liiceanu – philosophe
45. Monica Lovinescu – littéraire
46. Alexandra Lavastine – philosophe, journaliste
47. Norman Manea – écrivain/littéraire
48. Dan Manuca – historien littéraire, philologue
49. Nicolae Manolescu – critique littéraire
50. Dan C. Mihailescu – critique littéraire
51. Florin Mihailescu – critique et historien littéraire
52. Mircea Mihaies – critique, essayiste, publiciste
53. Adrian Marino – critique & historien littéraire
54. Willy Moglescu – philosophe, critique de théâtre
55. Victor Neumann – historien
56. Zigu Ornea – historien littéraire
57. Gabriela Omat – éditrice
58. Vasile Popovici – critique littéraire & diplomate
59. C. T. Popescu – journaliste
60. Ioana Pârvulescu – critique littéraire
61. Dan Petrescu – critique littéraire
62. George Pruteanu – linguiste, journaliste, critique littéraire
63. Ion Pop – critique littéraire
64. Iulia Popovici – critique de théâtre
65. Edgar Reichamann – écrivain/littéraire & journaliste
66. Valeriu Râpeanu – historien (critique ?) littéraire
67. Dan Stanca – écrivain/ littéraire
68. Alex. Stefanescu – critique littéraire
69. Michael Shafir – politologue
70. Mihai D. Sturdza – historien, journaliste
71. Roxana Sorescu – traductrice, critique et historien littéraire
72. Tia Serbanescu – journaliste
73. Cornelia Stefanescu – philologue, historienne littéraire

74. Dorin Tudoran – poète, dissident, littéraire
75. William Totok – prosateur, journaliste
76. Bogdan Ulmu – metteur en scène, scénariste, professeur universitaire
77. Leon Volovici – historien littéraire
78. Ileana Vrancea – critique littéraire, publiciste
79. George Voicu - politologue
80. Theodor Wexler - historien
81. Mihai Zamfir – écrivain, historien littéraire
82. Henry Zalis – prosateur, traducteur, critique littéraire
83. Haralamb Zinca – écrivain

Gabriel Liiceanu : « Appel aux fripouilles »

30 décembre 1989

Vous êtes peu nombreux parmi ce peuple, puisqu'il a pu se retrouver du jour au lendemain avec une telle force et grâce ; et pourtant nombreux, puisque vous avez pu rendre possible, nourrir et cautionner l'horreur pendant 40 ans. A vous, les nombreux-peu nombreux, je vous adresse l'appel suivant :

Laissez passer une respiration plus longue entre le dernier hommage que vous avez écrit, entre la dernière réunion où vous avez exprimé votre enthousiasme pour la réélection de Ceaușescu au XIVe Congrès du Parti et l'adhésion pressante que vous êtes venus exprimer, les jours où les habitants de Timișoara n'avaient pas encore fini d'enterrer leurs morts et où le sang sur le Boulevard Magheru et de la Place du Palais n'était pas encore séché. Ne serrez plus fermement, pendant un temps, la main de vos collègues et ne les regardez plus sereinement dans les yeux. Laissez entrevoir une trace de timidité dans vos regards. Soyez mal à l'aise, un temps. N'apparaissez plus à la télévision. N'écrivez plus dans les journaux. N'élevez plus vos voix, sauf pour un court repentir, parce qu'autrement vous l'élèverez à nouveau dans le mensonge. Laissez les mots dire ce qu'ils disent ; n'utilisez plus, pour un temps, les mots « dignité », « liberté », « conscience », « justice », « peuple ». N'assassinez pas ces mots-là. Renoncez aux alibis moraux en vous disant que vous avez fait sans cesse du mal pour pouvoir faire de temps en temps du bien. N'ayez pas peur, ayez juste, de temps en temps, une longue et insupportable honte. Cherchez alors un parent qui a perdu son enfant ces jours-ci, et demandez-lui pardon. Commencez ce nouvel an en étant méditatifs. Et allumez un cierge pour les morts, et pour vous-mêmes. Et si vous allez donner cours à cet appel, vous cesserez d'être des vauriens et vous recevrez notre reconnaissance. Nous vous aimerons.

(texte republié dans Gabriel LIICEANU, Apel catre lichele [Appel aux fripouilles], Bucarest, Humanitas, 1996)

— ANNEXES 6 —

Image n° 1 : L'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (foto credit : Anemona Constantin, 2009)

